

Chapitre 1:

Les États-Unis à la veille de la première guerre mondiale.

N.B. L'abréviation "U.S.A." est interdite sous peine des supplices les plus raffinés. Faites comme moi: pour vous en deshabituer, quand vous prenez des notes écrivez EU. En revanche je m'autorise à écrire "l'Amérique" et "les Américains", sauf dans les passages traitant des relations avec les autres pays du continent américain.

Si le XIXe siècle a été le siècle de la Grande-Bretagne, le XXe siècle a été le siècle de l'Amérique: première puissance économique et militaire mondiale du début à la fin du siècle, victorieuse dans les deux guerres mondiales puis dans la guerre froide (et sans elle la victoire eût changé de camp), berceau et référence de toutes les innovations en matière de mode de vie, de toutes les modes et d'une bonne partie des avant-gardes culturelles, patrie du cinéma et des musiques du XXe siècle — le seul domaine de la vie intellectuelle à lui échapper a été celui des doctrines politiques, où l'Europe a continué à vivre sur la lancée de son riche héritage du XIXe siècle: en particulier, les idéologies socialistes y ont pesé fort lourd, alors qu'aux États-Unis elles ont été marginalisées dans les années 1920. Seule l'U.R.S.S. a réellement contesté l'hégémonie américaine à l'échelle mondiale, durant quarante-trois ans (1946-1989); mais c'était d'un point de vue essentiellement géopolitique et militaire, car malgré la propagande communiste et les aveuglements d'une partie des intellectuels européens et latino-américains la civilisation soviétique n'a jamais eu l'attractivité de l'Amérique. Aujourd'hui, alors qu'un nouveau siècle commence, l'hégémonie américaine est peut-être plus écrasante que jamais; seules la bornent un désintérêt récurrent de l'Amérique pour ce qui se passe au-delà de ses frontières, et la puissance des médias et de l'opinion publique qui, depuis la guerre du Vietnam, limite l'aventurisme à l'extérieur. Mais il s'agit pour l'essentiel des médias américains et de l'opinion américaine...

Ce premier chapitre est une présentation des États-Unis à la veille de leur entrée officielle dans le statut de puissance dominante. Après une réflexion initiale sur les spécificités de l'Amérique, envisagées du point de vue des valeurs et en référence à l'Europe occidentale, réflexion qui servira de base à l'ensemble des problématiques de ce cours, je ferai une brève mise au point sur l'économie et sur la société américaine, et sur le rôle des États-Unis dans les relations internationales vers 1916.

I) La spécificité américaine.

A) Perceptions de l'Amérique.

L'Amérique en 1916 était déjà la première puissance économique mondiale, mais ce n'était pas encore tout à fait ce pays sur lequel se focalise, fascinée, scandalisée ou dégoûtée, l'attention du monde entier. L'Europe en particulier ne s'intéressait guère qu'à elle-même, et même en Amérique latine, le bassin des Caraïbes mis à part, l'influence économique, politique et culturelle du vieux monde était encore importante.

Pour les Européens les États-Unis étaient **un pays lointain**, d'autant que les voyages transocéaniques étaient longs et pénibles et que cette contrée sans passé batailleur ni ruines prestigieuses n'était pas très attractif aux touristes. En France, il avait cessé de constituer un objet privilégié de la réflexion politique: en 1914 on ne lisait plus guère *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville, parce que désormais notre pays était devenu lui aussi une démocratie¹ — et aussi parce qu'à l'heure du grand essor du socialisme en Europe, le libéralisme économique et politique encore en vigueur de l'autre côté de l'Atlantique semblait un archaïsme indigne d'intérêt.

L'Européen moyen n'avait même pas vraiment conscience du fait que les États-Unis étaient déjà plus peuplés qu'aucun pays d'Europe à l'exception de la Russie: d'abord parce qu'on était nettement moins fasciné qu'aujourd'hui par les statistiques, ensuite parce que la population américaine s'était accrue à date récente, du fait d'un afflux d'immigrants venus d'Europe et d'Asie. Or les Européens n'étaient guère portés à considérer cette émigration massive comme l'un des fondements de la puissance américaine, ne fût-ce que parce c'étaient les plus pauvres et les plus ignorants qui partaient. S'exiler en Amérique, c'était encore le signe d'un échec; l'émigré était tenu pour un rebut de l'Europe, comme au temps de Manon Lescaut². Enfin, à l'heure du racisme triomphant et de la phobie des métissages, l'Amérique, creuset de toutes les races, était plutôt perçue comme un pays menacé de décadence.

¹ Sur Tocqueville, voyez le cours sur la France, ancienne version, au chapitre 1.

² Voyez à ce propos *L'Amérique* de Franz Kafka, son premier roman, œuvre inachevée (et très décevante d'un point de vue littéraire), rédigée vers 1912. Le protagoniste, Karl Rossmann, un jeune Allemand ou Autrichien, est expédié par ses parents aux États-Unis parce qu'il a engrossé la bonne. Il trouve un emploi chez un sien oncle à New York, puis l'oncle le chasse pour manque de sérieux; le reste du roman raconte sa déchéance personnelle et sociale, à travers la rencontre de deux marginaux qui s'accrochent à lui, puis d'une serveuse d'un hôtel louche d'une petite ville minable, Ramsès. L'une des dernières scènes rédigées narre une poursuite dans un quartier misérable d'immigrés. L'image d'ensemble est celle d'un pays où l'Europe va se perdre, où les traits les plus négatifs des sociétés modernes sont accentués, d'une caricature du monde contemporain.

L'Amérique n'était pas encore le pays de l'avenir, de toutes les opportunités: le mythe du *self-made-man* n'avait pas encore vraiment traversé l'Atlantique¹, et les grands inventeurs américains, comme Thomas Edison (1847-1931), avaient encore leurs équivalents en Europe². **Ce n'était pas encore non plus la patrie du capitalisme**³: pendant la plus grande partie du XIXe siècle elle avait été un pays agricole; encore vers 1914, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fournissaient aux socialistes européens des modèles plus proches et plus forts⁴. Même l'essor des trusts étaient plutôt interprété comme une menace pour la libre entreprise, l'annonce d'une civilisation des monopoles triomphants qui *succèderait* au capitalisme⁵. **Ce**

¹ Les deux figures américaines du *self-made man* étaient le banquier John Pierpont Morgan (1837-1913 — une anecdote fameuse raconte que, saute-ruisseau dans une banque, il se pencha un jour pour ramasser une épingle dans la cour. Son patron le vit par la fenêtre de son bureau et, impressionné par son sens de l'économie, lui offrit un meilleur poste, qui fut à l'origine de son ascension...) et John D. Rockefeller (1839-1937), fondateur du trust pétrolier Standard Oil Company.

² Tomas Alva Edison a inventé, entre autres, le phonographe, l'ampoule électrique, le cinéma (un procédé concurrent de celui des frères Lumière, mais qui n'eut pas le même succès), et même une machine électrique à voter. Voyez quand même *L'Ève future*, roman de Villiers de l'Isle-Adam (1838-1889) paru en 1886. Edison est le personnage principal: il invente rien moins qu'une femme artificielle...

³ Bien au contraire, au XIXe siècle l'Amérique avait fait rêver les socialistes utopistes: divers phalanstères (sur ces communautés voyez le cours sur la France, ancienne version, au chapitre 1) s'étaient installés aux États-Unis, terre vierge où l'utopie était possible... Ce phénomène avait connu son apogée entre 1840 et 1850. Un Américain venu faire ses études en Europe, Albert Brisbane, était devenu disciple de Fourier; après l'échec des premiers phalanstères en France, il retourna aux États-Unis en 1834, publia en anglais les principales œuvres de Fourier, fonda des sociétés fouriéristes, fit des disciples. À la fin des années 1830 les phalanstères commencèrent à se multiplier, notamment dans la partie rurale de l'État de New York, en Pennsylvanie et dans la région des grands lacs; un seul parvint à franchir le cap des deux ou trois ans et dura jusqu'en 1856. Le plus célèbre fut celui de Brook Farm, tout près de Boston, qui dura de 1840 à 1847 et où vécut l'écrivain Nathaniel Hawthorne — c'était plus une communauté d'intellectuels et d'artistes qu'autre chose, même si on y travaillait dur.

Les disciples de Cabet fondèrent également des communautés icariennes aux États-Unis: Cabet lui-même avait dû s'y exiler en décembre 1848 pour éviter des ennuis avec la IIe République devenue conservatrice. Quelques mois auparavant, soixante-neuf "icariens" avaient débarqué près de la Nouvelle-Orléans, mais les terres qu'ils avaient achetées à distance se révélèrent isolées et bien difficiles à mettre en valeur; après moult souffrances qui coûtèrent la vie à la moitié d'entre eux, ils finirent par racheter un village mormon dans l'Illinois. Minée par des disputes, la communauté éclata en 1856; Cabet mourut une semaine plus tard. Des dissidents se dirigèrent vers l'Iowa, où ils fusionnèrent avec des communautés d'utopistes allemands, puis vers la Californie. Une communauté icarienne dura jusqu'en 1895, dans l'Iowa.

Le rêve utopiste n'a pas totalement disparu dans l'Amérique d'aujourd'hui: dans les années 1960, l'un des derniers grands rêves de Walt Disney fut de construire en Floride une communauté utopique, une ville où le recours aux technologies les plus modernes eût débarrassé les gens des nuisances du monde moderne, tout particulièrement la pollution et les voitures; ce rêve ne s'est pas concrétisé, mais l'anecdote met en évidence la part d'utopie qu'il y a dans les "parcs à thème" de type *Disneyworld*, où le monde est réduit à son image idéalisée, aseptisée, et surtout dans les communautés de type *Sun City* où des retraités se retirent derrière de hauts murs pour jouir, entre personnes du même monde et sous le soleil permanent de Floride, d'un environnement intact et d'une sécurité maximale: il s'agit toujours de ce rêve américain par excellence, fuir le monde imparfait pour bâtir à quelques-uns la cité idéale.

Je soulignerai plus bas les liens étroits entre ces expériences utopistes et les communautés religieuses dissidentes qui ont joué un rôle essentiel dans la formation de l'Amérique. Du reste, rappelez-vous que les socialismes utopistes du XIXe siècle étaient très marqués par le christianisme; l'idée de phalanstère n'est guère qu'une transposition laïque du monachisme médiéval. (Sauf le passage en retrait, cette note est un résumé partiel du livre de Daniel Vitaglione: *L'Amérique des utopies*, paru en 1995).

⁴ Encore dans l'entre-deux-guerres et même du début de la guerre froide, les bolcheviks russes s'obstinaient à dénoncer Londres comme le nœud mondial de l'oppression impérialiste!

⁵ C'est ce que souligne Philippe Roger dans *L'ennemi américain: généalogie de l'antiaméricanisme français*, essai paru en 2002. Roger souligne que pour beaucoup d'observateurs français antiaméricains, la menace des

n'était pas non plus le symbole de l'impérialisme: elle n'intervenait pas dans les affaires politiques de l'Europe, et ne prenait qu'une part marginale au partage colonial du monde. Certes l'humiliation infligée à l'Espagne en 1898 (voyez plus bas dans ce même chapitre) avait choqué et inquiété, mais les hostilités s'étaient déroulées hors d'Europe, et les États-Unis n'avaient annexé que des îles exotiques. Ce fut essentiellement après 1945 que l'image de l'Amérique changea sur ces deux derniers points, du fait à la fois de son rôle nouveau à l'échelle mondiale, de la vulgarisation des thèses de Lénine sur "l'impérialisme, stade ultime du capitalisme", et de la socialisation partielle des économies des pays d'Europe occidentale.

En revanche **l'Amérique était le pays de la nature vierge** (une image entretenue par les voyageurs: voyez par exemple, en France, la description des chutes du Niagara dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*; et par des écrivains américains très lus en Europe, notamment James Fenimore Cooper, 1789-1851). **C'était aussi celui du sauvage**, que ce fût le "bon" sauvage des romantiques (voyez toujours Cooper et Chateaubriand, notamment *Le dernier des Mohicans*, *Atala* et *Les Natchez*), plus très populaire en ces temps de positivisme et de socialisme, ou le "mauvais" sauvage des mythes de la conquête de l'Ouest (première époque), l'Indien scalpeur lâche et barbare. Entre 1890 et 1920, c'est-à-dire juste après la clôture de la Frontière, l'industrie américaine du spectacle, qui naquit justement dans cette période, avait abondamment mis en scène ces mythes: des acteurs de la Conquête avaient même terminé leur vie dans des cirques, jouant leurs exploits pour la grande joie du public et de leur banquier: ainsi Buffalo Bill (William F. Cody, 1846-1917), un *rancher* du Nebraska, puis du Wyoming dont le *Wild West Show* fit plusieurs tournées à succès en Europe dans les années 1900. Après 1910, les *westerns* prirent la relève au cinéma. Dernier avatar du "sauvage" américain: l'Américain lui-même, tenu en Europe pour un être mal dégrossi, peu policé (les récits de la conquête de l'Ouest mettaient en valeur la brutalité des rapports sociaux¹ et l'importance de la délinquance). L'image de l'Américain inculte qui met ses mains dans ses poches, crache par terre et pose les pieds sur la table, a eu la vie dure: on la retrouve par exemple dans *Tintin en Amérique*, album paru en 1931, et dans le tableau *Civilisation atlantique* du peintre communiste français Fougeron, peint en 1953...²

trusts était une menace collectiviste. Il cite un certain Paul de Rousiers, qui écrivait en 1898: « si l'évolution conduit fatalement aux monopoles, il faut s'incliner devant les théories collectivistes. (...) Il est vrai que les trusts américains sont des monopoles privés et non publics, comme le monopole général rêvé par le collectivisme; mais lorsque la collectivité ne trouvera plus en face d'elle qu'un seul capitaliste dans chaque industrie, il lui sera facile de se substituer à lui ». Un autre analyste, Urbain Gohier, écrivait en 1903: « le public [américain] fait du socialisme sans le savoir, comme M. Jourdain de la prose », avec le même raisonnement de fond: « la nationalisation des propriétés accaparées par les trusts ne lèsera plus qu'un nombre infime de propriétaires. Les voies sont beaucoup plus ouvertes au collectivisme aux États-Unis qu'en France ».

¹ En revanche, la brutalité des rapports raciaux était considérée comme normale; du reste, elle n'était pas beaucoup moindre dans les colonies des pays d'Europe.

² Voyez le cours sur la France, au chapitre 14.

Pourtant l'Amérique était à la fois **l'un des laboratoires de la modernité**, et le siège d'une démocratie non pas "en retard", mais très différente des démocraties européennes. Laboratoire de la modernité, elle l'avait été de longue date. Elle avait connu la première Révolution de l'époque contemporaine, treize ans avant la France (et je ne saurais trop souligner tout ce que notre Révolution doit à la Révolution américaine, à commencer par les trois couleurs de notre drapeau¹). Dès le début elle s'était projetée dans le futur, elle s'était perçue comme le pays de l'avenir. Il suffit, pour en prendre conscience, de se promener dans le centre de Washington. À une époque où les États-Unis comptaient cinq millions d'habitants, leur capitale a été dessinée pour être celle d'une grande puissance, avec au centre un espace monumental de deux kilomètres sur cinq cent mètres (le *mall*, au bord duquel on trouve la Maison Blanche, le Capitole, les principaux musées), qui n'a d'ailleurs été complètement drainé et urbanisé que dans les années 1930! Une telle confiance en soi et en l'avenir sont proprement stupéfiants².

C'était que les États-Unis représentaient quelque chose de complètement différent des vieux pays européens, héritiers d'une Histoire parfois millénaire, aux sociétés figées, hiérarchisées, ancrées dans des réalités nationales anciennes essentielles pour leur vie présente, et dont les habitants n'ont pas choisi de vivre où ils sont nés: on est Français parce qu'on est né en France, **on est Américain parce qu'on l'a choisi** (je me place évidemment au niveau des représentations et des idéologies, pas des réalités; mais en 1914, il y avait relativement peu d'immigrés en France, au contraire les États-Unis en avaient accueilli cinquante à soixante millions depuis leur indépendance³). **Les États-Unis étaient** une construction politique volontariste et collective, presque **une utopie**. Ce pays a été fondé "sur une terre vierge" par des hommes en quête d'abord de liberté religieuse, puis de liberté politique et de mobilité sociale, décidés à se débarrasser de ces héritages de l'Histoire qui pèsent si lourd en Europe; il s'est construit aussi en rupture radicale avec les civilisations qui s'étaient succédées sur son sol avant la Conquête — du passé, les Américains ont fait table rase. De ce fait, l'Amérique est un pays très idéologique, notamment dans son rapport au monde; en cela, elle fait concurrence à la France post-révolutionnaire. **Pays sans passé, sans voisins** non plus (je nuance ce point un peu plus bas dans ce même chapitre), cité idéale construite en rejet des monarchies européennes, elle ne s'intégrait pas à un "concert des nations", elle ne se reconnaissait pas d'égaux hors de ses frontières; ce n'était pas un pays parmi d'autres, il y avait l'Amérique d'une part, tous les autres pays d'autre part. Je vais maintenant essayer de développer ces idées plus en détail.

¹ Voyez le cours sur la France, ancienne version, au chapitre 2.

² Il n'y eut que la Russie pour se donner avant le XXe siècle une capitale aussi surdimensionnée, mais l'immensité de Saint-Petersbourg a un sens très différent: c'est la puissance du tsar qui y est mise en scène (voyez à ce sujet les analyses du marquis de Custine, qui a visité Pétersbourg en 1839), dans la tradition des capitales des grands Empires, par exemple la Cité interdite de Pékin ou le Versailles de Louis XIV.

³ Et puis l'immigration n'est pas constitutive de l'identité nationale française; aux États-Unis, dès 1900 elle l'était.

B) Une démocratie individualiste.

Liberté et égalité sont les deux grandes valeurs de l'Amérique comme de la France et de la Grande-Bretagne. En France, depuis la Révolution, ce sont deux valeurs en tension l'une avec l'autre, la valeur de "fraternité" étant censée établir un pont; en 1914, cela faisait déjà un siècle et demi que l'on n'avait pas cessé de penser cette contradiction et cette articulation, à l'exception d'une éclipse entre 1815 et 1848 où, face à la réaction au pouvoir, le débat sur la liberté avait occupé toute la place. Aux États-Unis la situation est assez différente: au prix d'inévitables simplifications, il est possible de soutenir qu'il n'y a pas tension car l'une des deux valeurs fondamentales s'est intégrée l'autre, l'a "phagocytée".

Au premier abord, il semble que la liberté a toujours été la valeur première de l'Amérique, pays fondé par des dissidents fuyant l'oppression en Europe, qui plus tard a dû conquérir son indépendance les armes à la main et a été l'un des foyers du libéralisme politique et économique du XIXe siècle. Mais il ne faut pas oublier qu'**au XIXe siècle la société américaine a souvent été perçue comme marquée par un égalitarisme radical**: c'était notamment la perception de Tocqueville¹. C'est que les Pères Fondateurs ont été les premiers à affirmer le principe d'**égalité absolue en droit des individus** à une époque où en Europe les privilèges de caste, de corps, etc... fleurissaient encore; ces privilèges, beaucoup plus faibles dès l'origine (l'Amérique coloniale fut une société sans noblesse), se sont évanouis sans laisser de traces dès le début du XIXe siècle alors qu'en Europe, y compris dans la France post-révolutionnaire de Tocqueville, ils ont persisté beaucoup plus longtemps — en 1914 ils étaient encore bien vivants en Russie, en Autriche-Hongrie, dans une moindre mesure en Allemagne, sans oublier la Grande-Bretagne post-victorienne (pensez aux *public schools*). Voyageant en Amérique en 1842, Charles Dickens fut sidéré par l'absence de décorum de la présidence américaine: le Président recevait sans rendez-vous dans sa demeure, laquelle ressemblait « à un club-house anglais »; le jour où il reçut l'écrivain, il reçut également un fermier du Kentucky; il n'y avait ni majordome ni huissiers; les invités gardaient leur chapeau et les mains dans leurs poches en attendant... Bien sûr, tout cela avait passablement changé en 1914, mais le décalage avec l'Europe du tsar Nicolas et de l'Empereur Guillaume demeurait impressionnant².

¹ Voyez le cours sur la France, ancienne version, au chapitre 1.

² Pour illustrer à quel point, au début de la période à votre programme, les Européens qui voyageaient aux États-Unis s'avouaient souvent encore désarçonnés par l'égalitarisme de la société américaine, voici quelques citations extraites de la correspondance (non publiée) de Christian Roulleau de la Roussière, un Français qui a passé l'année 1918 aux États-Unis (merci à Cyril de Pins, Kh 1996-1998, pour m'avoir communiqué ces documents). Certes, l'auteur de ces lettres était marquis, et militaire; mais dans l'ouvrage de Philippe Roger il y a des témoignages du même style, dus à de bons républicains.

Autrement dit, l'égalité n'est pas inconnue de la démocratie américaine; mais c'est une notion qui a un tout autre sens qu'en Europe. La clef de l'équilibre (ou du déséquilibre) entre les notions de liberté et d'égalité aux États-Unis, c'est la force de **l'individualisme**. Dans cette dimension de la démocratie américaine, évidemment très liée à l'héritage protestant (sur lequel je reviendrai plus bas), **l'individu préexiste au contrat social**; il l'emporte sur le groupe, même si l'engagement civique au service de la communauté et la solidarité ne sont pas absentes de l'Histoire américaine, et si parfois la pression du groupe peut se faire très forte, car l'Amérique, de par son héritage religieux également, est aussi une espèce de grande paroisse, une communauté qui repose sur des valeurs morales communes, parfois tyranniques. Mais l'essentiel, me semble-t-il, n'est pas là; avant tout, **l'Amérique, c'est une addition d'individus qui ont pris la décision personnelle d'y venir et qui l'ont forgée de leurs mains**: ce sont donc les individus qui comptent d'abord, la société et l'État leur sont subordonnés; tandis qu'en Europe les États, les nations, ainsi que diverses "castes" (la noblesse, les serfs, etc.),

[Au mess, à Fort Sill, Oklahoma]. « Les repas sont fort gais. Certains [Américains] sont bien élevés, d'autres non. En France nous dirions qu'il y a toutes les classes de la société. Ici cela n'a pas de sens, car il n'y a pas de classes. Il n'y a même pas de mise en scène inhérente à la fonction, au moins dans la vie privée. J'ai vu un général se promener sur un cheval aussi sale que laid, armé d'un bridon. Jamais un de mes canoniers n'aurait osé se présenter à moi dans cet appareil. Il est très bien porté de s'asseoir par terre ou sur les perrons, même pour les femmes. J'ai tort de dire que c'est bien porté, car ici rien n'est bien, on fait ce qu'on veut. Je constate donc que des gens que nous jugerions donner le ton s'asseoient par terre. Et comme ce n'est fichtre pas avec les costumes que l'on différencie les gens, le problème est assez embarrassant. Je ne suis pas fichu quand je vois une femme [de dire] si c'est une bonne ou sa maîtresse ».

[À Waurika, Oklahoma]. « Un sous-bois complété par un ruisseau où dorment quelques gouttes d'eau sale nous paraît enviable, et nous y faisons halte. Bientôt surgit des broussailles un gamin de douze ans, cheveux ébouriffés et pieds nus: il remonte le ruisseau et avec sa fronde chasse grenouilles et serpents. Sa poche est pleine de munitions, petits silex aigus, et il est d'une adresse incroyable. Il nous a tué à 30 mètres une grenouille qui sortait le bout de son nez pour croasser. Il est sale et mal peigné, mais ne le prenez pas pour un petit vagabond. Il s'assied avec nous et nous causons. Il n'a pas des projets d'avenir mais des certitudes: il sera un "cattle man", c'est-à-dire qu'il élèvera du bétail. C'est un métier qui n'est pas fatigant et qui rapporte. Il suffit d'avoir le capital nécessaire, il l'a. Son père est un "cattle man", il est même inspecteur de je ne sais pas quoi concernant les bêtes dans le comté. Lui-même possède déjà 12 bêtes que son père lui a données, et ce petit bout d'homme soupèse déjà ses gains à venir. Il est décidé, comme presque tous les enfants ici, élevés très librement. (...) Il n'y a pas de raison qu'il ne devienne pas millionnaire. Pour le moment, il chasse les grenouilles, pieds nus ». Imaginez dans quels attifements le marquis de la Roussière avait dû passer son enfance!

[Entre Baltimore et Quantico]. « Dans le train, je suis à côté d'un monsieur entre 2 âges, qui, comme par hasard, lie conversation avec moi, et me raconte qu'il a 4 neveux dans l'armée américaine. Il se présente comme faisant partie de l'administration de la Pennsylvania Railway Company. Comme j'ai justement été présenté (...) à mon dernier séjour à Washington à la femme d'un gros directeur de chemin de fer, j'ai sur le bout de la langue de lui en parler. Mais il est si difficile en Amérique de reconnaître le niveau social des gens (...). Ce monsieur est-il gros administrateur ou petit employé? Impossible de le savoir, et je l'ignorerais encore s'il ne m'avait montré sa carte d'identité. C'est un "conductor", c'est-à-dire qu'il poinçonne les billets dans les wagons... ».

« [Si] j'excepte un très faible noyau de gens vraiment distingués qu'il m'a été donné de voir à New York ou à Washington, (...) les milliers de personnes avec qui je me suis trouvé en contact, m'ont paru à des niveaux très peu différents. Je ne parle pas bien entendu du milieu ouvrier, et encore, il faudrait excepter seulement le vil manœuvre. Les uns ont eu de la chance et ont gagné de l'argent, les autres en ont perdu ou n'en ont pas gagné, mais personne ne se "distingue" par un raffinement d'éducation ou de langage ou de manières, ou même de vêtements. Et ce manque de distinction au sens propre du mot aide puissamment aux idées vraiment démocratiques qui ont cours ici. Je ne pense pas qu'elles puissent réellement germer ni devenir si puissantes ni générales dans de vieux pays comme le nôtre, où, qu'on le veuille ou non, une première distinction se crée automatiquement de par l'éducation et le raffinement du milieu. Ici n'importe qui vous aborde, vous parle, vous tend la main, se mêle à votre conversation, et ce serait folie de trouver cela de mauvais goût. Il n'y a pas de sot métier. Nous le disons, mais sans y croire. Mr Barnett m'a présenté au patron de l'hôtel où il m'emmenait dîner avec le même cérémonial qu'aux gens les plus huppés et comme à son meilleur ami ».

préexistaient à la société moderne, laquelle s'est forgée dans leurs cadres anciens, et de ce fait ils ont tendance à passer avant: l'intérêt de l'État, celui de la nation, etc., peuvent se substituer à ceux des individus qui en font partie — en tout cas, c'est concevable, c'est légitime: voyez, en France, la force de l'idéologie dite "jacobine"¹, en Russie celle du collectivisme rural², ou bien, en Allemagne, les désastres du nationalisme.

De plus, dans l'Europe de 1914, déjà fortement marquée par le mouvement socialiste, l'égalité tendait de plus en plus à être définie comme celle des conditions matérielles; la liberté n'avait de sens que dans la mesure où elle assurait un minimum d'égalité, sinon elle n'était qu'un leurre offert aux pauvres pour les calmer, un autre opium du peuple. L'égalité des chances sans égalité des conditions de vie était tenue pour un leurre: à la veille de la première guerre mondiale le libéralisme de Guizot et de Louis-Philippe était complètement mort. Restreindre la liberté des individus pour assurer un minimum d'égalité, c'est-à-dire au nom d'un projet social incarné par l'État, était en Europe un projet légitime, que beaucoup tenaient pour bon pour le développement et l'équilibre de la société, voire nécessaire, car maints Européens tenaient qu'une liberté sans frein aboutit à l'anarchie et à l'injustice: pour eux la liberté n'était effective, n'était positive que si elle était sans cesse contrôlée, équilibrée, corrigée.

Aux États-Unis au contraire **l'égalité est restée bien davantage celle des chances** (cette perception est abondamment illustrée par la mythologie de la conquête de l'Ouest, celle du *self-made-man*, etc.); elle n'a de sens que dans la mesure où elle permet aux individus, selon leurs dons, leurs mérites (leur valeur) et leur chance (une notion liée à celle de valeur et aussi à celle, toute religieuse, de grâce divine), d'accomplir les promesses de leur liberté. Je ne suis même pas sûr que l'on puisse affirmer que pour les Américains l'égalité des conditions est le but ultime, seule la liberté et l'égalité des chances lui permettant de se réaliser — en fait les Américains sont à peu près imperméables à toute aspiration à l'égalité des conditions matérielles. Ils parlent rarement d'égalité au sens européen du terme mais plutôt de "justice", c'est-à-dire d'équité, et de "droit au bonheur", une notion qui n'a rien d'égalitaire, car on peut être heureux dans la richesse comme dans la pauvreté³.

Dans la version de la démocratie américaine qui a prévalu au XIXe siècle, **l'égalité des conditions de vie ne peut être imposée aux individus qu'au détriment de leur liberté, donc du développement harmonieux de la communauté**, et elle n'aboutit qu'à des leures: ce n'est qu'une fausse égalité, car les individus les plus dynamiques, les plus entreprenants, les plus chanceux, etc., n'y ont plus la possibilité de développer leurs potentialités. La communauté,

¹ Voyez le cours sur la France, ancienne version, aux chapitres 1 (pour les liens entre cette idéologie et l'héritage de l'Ancien régime), 5 et 7.

² Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 1 à 3.

³ Mais si.

n'étant que la somme des individus ayant décidé de vivre ensemble, ne peut substituer sa volonté à la leur. De ce fait, **toute restriction à la liberté est une atteinte à l'égalité des chances, donc aux fondements de la communauté.** C'est cette conception de l'égalité qui a peut-être un peu évolué au XXe siècle, notamment avec le *New Deal* et les lois sociales des années 1960. Mais ce cours s'achève en 1980 par la victoire électorale de Ronald Reagan, un ultralibéral... et le mépris de l'égalitarisme européen, destructeur du dynamisme individuel, se porte toujours fort bien aux États-Unis!

Le culte de la liberté et l'individualisme sans frein aboutissent facilement à l'acceptation et même à la justification de ce qu'un Européen appelle volontiers l'inégalité et l'injustice: cette évidence est à la base de la plupart des critiques adressées à la démocratie américaine. Au plus grand égoïsme aussi, au plus grand manque de solidarité: l'Amérique, qui se perçoit d'abord comme une addition d'individus, a du mal à se penser comme société¹. Ils peuvent aboutir encore à d'autres dérives qui étaient déjà stigmatisées en Grèce ancienne: règne de la démagogie, injustices commises au nom du consensus changeant et imprévisible de la majorité; neutralisation de l'idée de débat au nom de l'égalité absolue des points de vue des individus (j'ai mes idées, vous avez les vôtres, c'est normal parce que nous sommes différents, je respecte votre différence donc je ne discute pas vos idées mais je garde les miennes²); tolérance envers toutes les communautés sectaires qui exigent la liberté pour elles-mêmes en tant que groupes mais la refusent à leurs membres; enfin, crétinisation des masses au nom du libre choix de se faire décerveler par l'industrie culturelle. Tous ces phénomènes s'observaient déjà au XIXe siècle à petite échelle (notamment dans la justice: les dérives du système du jury populaire et de l'élection des juges sont anciennes); au XXe, avec la massification de la vie culturelle et politique, ils sont devenus bien plus spectaculaires encore, et plus problématiques.³

¹ La notion de "melting pot" n'est pas une notion d'ordre social: c'est d'intégration idéologique et culturelle qu'il s'agit. D'ailleurs l'image même du métal en fusion dans le creuset n'est pas celle d'un ensemble structuré, mais celle d'une addition d'atomes inorganisés.

La phrase qui précède l'appel de note m'évoque une expression de Margaret Thatcher, première ministre britannique de 1979 à 1990, fortement influencée par l'ultra-libéralisme américain: « La société, ça n'existe pas ». Provocation certes, mais formule révélatrice! Les libéraux ne pensent pas en termes de société, de groupes (classes, etc.) réunis par des intérêts et des valeurs communes; mais en termes d'acteurs économiques individuels (les ménages) ou collectifs (les entreprises).

² La racine du "communautarisme" américain, que l'on dénonce tant aujourd'hui, réside sans doute dans l'idée, étrange greffon de l'individualisme sur la prise de conscience de l'existence de groupes sociaux aux intérêts divergents et aux conflits incessants, que chaque communauté a ses valeurs (propres et invariables) et que la liberté n'est que la coexistence de ces valeurs. Il s'agit, me semble-t-il, d'une dérive liée à la remise en question des valeurs américaines à partir des années 1960, identifiées à celles d'un groupe particulier, les W.A.S.P. Mais le communautarisme est apparu tardivement; dans sa version la plus classique, l'individualisme américain refuse la notion de "communautés" liées par des valeurs communes et des solidarités.

³ Attention quand même à ne pas en faire la conséquence unique et inéluctable de la liberté: au XXe siècle au moins, l'Amérique n'a jamais empêché les critiques de critiquer, les penseurs de penser, etc. — dans leur coin. Il s'agit

Où en était-on concrètement de ce point de vue en 1914? En fait, on n'était pas dans l'une de ces périodes où l'individualisme américain a triomphé sans partage. L'Amérique d'alors n'était ni celle du XIXe siècle, ni celle de Ronald Reagan, ni celle des années 1920 contre laquelle s'est défini le *New Deal* (voyez au chapitre 2). On y retrouvait, affaiblies certes, les mêmes tendances qui étaient à l'œuvre en Europe à l'époque: une remise en cause du règne absolu de l'individualisme et un souci d'égalité des conditions de vie, de justice sociale. Ces tendances étaient-elles profondes, ou ne s'agissait-il que d'épiphénomènes superficiels et momentanés? Toujours est-il qu'elles se sont beaucoup affaiblies depuis, malgré des ressurgissements périodiques dans les années 1930 (avec Roosevelt) et 1960 (avec Kennedy et Johnson); en tout cas, elle ne sont jamais parvenues à devenir aussi fortes qu'en Europe — de ce point de vue, il y a toujours eu un décalage entre l'ancien et le nouveau monde.

D'abord, il existait un **mouvement ouvrier** assez puissant. Par rapport à ses homologues européens, il présentait la particularité d'être axé presque exclusivement sur l'action syndicale: il n'y a jamais eu de parti ouvrier puissant aux États-Unis. Les socialistes américains s'étaient pourtant unis en un *Socialist Labor Party* en 1901, sous la direction d'Eugène Debs et de Victor Berger; leur candidat, Debs, obtint quatre cent mille voix seulement à l'élection présidentielle 1904, mais neuf cent mille en 1912, soit environ 6% des suffrages, ce qui était quand même fort éloigné des performances de la social-démocratie allemande, des travaillistes britanniques et des socialistes français. La puissance des deux grands partis traditionnels, une vie politique bien plus active au niveau local qu'au niveau fédéral (ce qui défavorisait les partis de masse et favorisait le clientélisme), ont dû jouer un rôle dans cet insuccès; ainsi qu'une certaine allergie nationale aux débats de principe, une absence à peu près complète de conscience de classe parmi les ouvriers américains, très divisés par des rivalités régionales et ethniques, et enfin la concurrence du populisme et du progressisme, deux mouvements spécifiquement américains sur lesquels je reviendrai.

La première centrale syndicale américaine est apparue en 1866; les premières grèves importantes eurent lieu dans les chemins de fer en 1877. Ce fut à cette époque qu'apparurent les *Knights of Labor*, fortement inspirés des *Trade Unions* britanniques, avec quelques références à Marx. Au milieu des années 1880, il eut une spectaculaire vague de grèves qui provoqua entre autres l'intérêt d'Engels — rappelez-vous aussi le rôle du mouvement ouvrier américain dans la fondation de la IIe Internationale et dans le choix du Premier mai comme fête du travail dans

peut-être d'isolats, mais ils ont quand même fait de l'Amérique l'un des pays où tous les débats, toutes les contestations ont trouvé un abri. Le *Middle West* est consternant, même du point de vue de l'exercice concret de la liberté; mais Manhattan, Boston et San Francisco suffiraient au bonheur de bien des contrées.

l'ensemble du monde développé¹. Puis le mouvement déclina; la répression affaiblit considérablement les *Knights of Labor* (entre autres épisodes célèbres, les patrons lâchèrent contre eux les détectives de l'agence Pinkerton). En 1886, l'un de leurs dirigeants, Samuel Gompers (1850-1924), hostile à une stratégie considérée comme trop favorable aux ouvriers qualifiés (l'"aristocratie ouvrière"), fit sécession et fonda l'*American Federation of Labor (A.F.L.)*, qui est demeurée jusqu'à nos jours la principale fédération syndicale américaine.

Malgré ces dissensions, les luttes sociales se multiplièrent dans les années 1890 (dans les aciéries, dans les chemins de fer, les mines, etc.). Il n'y avait pas de lien particulier entre ces actions revendicatives et la présence d'immigrés récents: le mouvement ouvrier américain est bien un produit indigène, même si l'A.F.L. consacrait une grande partie de ses efforts de propagande aux immigrés récents². Dans les années 1900, l'A.F.L. commença à toucher ses limites: elle manquait de relais politiques (dans les années 1890, elle était restée à l'écart du mouvement populiste; dans les années 1900, elle refusa toute collaboration avec les socialistes), et surtout son recrutement se limitait pour l'essentiel aux ouvriers qualifiés, Américains de vieille souche, blancs et de sexe masculin.

En 1905, il apparut une nouvelle centrale, les *Industrial Workers of the World (I.W.W.)* bien plus radicale que l'A.F.L. dont elle critiquait le réformisme (notez l'intitulé internationaliste), quelque peu anarchisante et plus étroitement liée que l'A.L.F. au S.L.P. Parmi ses figures de proue elle comptait un intellectuel, l'Antillais Daniel De León, qui était aussi l'un des dirigeants du S.L.P. Certes les *wobblies* (les militants des I.W.W.) se scindèrent dès 1908 en deux obédiences rivales; ils étaient peu nombreux (quarante mille en 1914, contre deux millions d'adhérents pour l'A.F.L.) et ils étaient surtout implantés dans l'Ouest, l'Est industriel étant plus réformiste; mais cela ne les empêchait pas d'être fort actifs. Ils inventèrent notamment « une nouvelle tactique de lutte: les *free speech fights* (combats pour la liberté de parole). L'utilisation de la place publique était le seul moyen de faire de la propagande et du recrutement parmi les travailleurs dispersés et isolés, mais qui se réunissaient périodiquement dans les villes autour des bureaux d'embauche, à la recherche d'un nouvel emploi. Les orateurs de rue étaient jetés en prison; aussitôt, d'autres les remplaçaient. Des équipes volantes d'I.W.W. accouraient du dehors et venaient se faire arrêter à leur tour. Ces *free speech fights* agitèrent tout l'Ouest entre 1909 et 1911 » (Daniel Guérin, *Le mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967*, ouvrage paru en 1968). Comme la rivalité entre les I.W.W. et l'A.F.L. affaiblissait le mouvement syndical américain (d'autant qu'un mouvement syndical indépendant, les *needle trades*, était apparu dans

¹ Voyez le cours sur la France, chapitre 5. Cette époque est bien révolue: les États-Unis sont aujourd'hui le seul grand pays où le *Labour Day* ne tombe pas le Premier mai, mais fin septembre...

² En revanche, le socialisme partisan était un produit d'importation allemande, au point que sa presse paraissait essentiellement en allemand. C'est une autre raison de son échec.

la confection), dans les années 1910 des voix s'élevaient pour demander l'unité syndicale, sur le modèle de l'Europe.

Outre l'essor du syndicalisme, la vie politique américaine dans les années 1900 a été marquée par le **mouvement progressiste**, un mouvement interpartisan incarné d'abord par le président républicain **Théodore (Teddy) Roosevelt** (1858-1919, Président de 1901 à 1909). La présidence de de Willam Taft (1857-1913, Président de 1909 à 1913, républicain lui aussi mais soutenu par la vieille garde) ne fut qu'un intermède; le président démocrate **Woodrow Wilson** (1856-1924, Président de 1913 à 1921) reprit à son compte une bonne partie du programme de Roosevelt, sous le nom de "Nouvelle Liberté", et de ce fait reçut l'appui d'une partie des électeurs républicains aux élections présidentielles de 1912 et 1916 (tandis que Roosevelt échouait à susciter un "parti progressiste").

Héritier en partie du populisme des années 1890 (que j'évoquerai plus bas), le mouvement progressiste était avant tout une manifestation de l'exaspération des classes moyennes contre la domination des gros trusts et les inégalités sociales (1% des Américains se partageaient 15% de la richesse nationale). Les progressistes exigeaient des salaires plus élevés, une protection sociale pour les ouvriers, la fin de l'immigration illimitée qui pesait à la baisse sur les salaires, et enfin une lutte accrue contre la corruption, notamment dans les grandes villes. Ils furent soutenus par une partie de la presse, les fameux *muckrakers* ("fouille-merde")¹, journalistes spécialisés dans la dénonciation des scandales politiques, de la corruption et des turpitudes des trusts.

Gare cependant à ne pas faire du progressisme américain un mouvement "progressiste" au sens européen de ce terme. Il ne s'agissait absolument pas d'un mouvement révolutionnaire ni socialisant: il ne contestait pas la libre entreprise, il réclamait avant tout de meilleures lois pour améliorer la société existante. Surtout, **dans le projet des progressistes, la régénération morale de la société occupait une place aussi importante que la justice sociale.** L'influence de la religion sur leur mode de pensée et sur leurs programmes était évidente; l'on comptait parmi eux pas mal de chrétiens militants, voire fondamentalistes (les Églises étaient précisément en train de prendre conscience de l'ampleur du problème social, et de s'y atteler: ce fut dans ces années notamment que l'Armée du Salut prit son envol). Cela explique en particulier que les progressistes américains aient fait campagne *pour* la prohibition.

¹ Plus élégamment, on parle aussi de *mudrackers*: fouilleurs de boue. Il n'y a aucune raison pour que les deux expressions, la crue et l'édulcorée, ne soient pas toutes deux d'époque.

L'œuvre des présidents progressistes ne fut pas négligeable. Roosevelt fit le ménage dans de nombreuses municipalités où régnait la corruption, fit appliquer la législation antitrusts, qui datait de 1890 (le *Sherman Antitrust Act*), imposa un contrôle de qualité des aliments (les pratiques douteuses de l'industrie alimentaire avaient été dénoncées en 1906 dans un célèbre roman d'Upton B. Sinclair, 1878-1968: *La jungle*); il étendit la surface des réserves naturelles fédérales pour mettre fin à la surexploitation des forêts et des ressources minérales, soutint les syndicalistes modérés de l'A.F.L. dans certains conflits. Lors de son premier mandat Wilson fit renforcer la législation anti-trusts (par le *Clayton Act*, en 1914) et adopter des allocations-accident pour les travailleurs, promut une loi réglementant le travail des enfants, réduisit la journée de travail à huit heures au lieu de dix pour les employés fédéraux et les cheminots, mit en application l'impôt sur le revenu. Il fit abaisser les tarifs douaniers; en 1912, afin de mettre un peu d'ordre dans le système financier, il imposa la création d'une réserve monétaire fédérale (l'ébauche de la Banque centrale américaine, le *Federal Reserve Board*).

C) Une démocratie hostile à l'État.

Une autre dimension de la spécificité américaine sur lequel il est nécessaire d'insister, c'est son **rapport à l'État**. Il découle de ce qui précède, à savoir la primauté absolue de l'individu sur le groupe. En Europe l'État régule, protège, évite ou réduit les injustices. Tous ces rôles sont légitimes, et depuis bien longtemps: il ne s'agit pas d'un phénomène lié à l'essor du socialisme (le socialisme étatique est une innovation du XXe siècle; les socialismes du XIXe siècle étaient plutôt anarchisants, y compris celui de Marx), mais d'un héritage des monarchies absolues, éclairées ou non¹. Au XXe siècle les États européens sont allés jusqu'à prendre en charge une partie de la production — à vrai dire, en France c'est un phénomène ancien aussi: les manufactures royales datent du XVIIe siècle.

Cette idéologie de l'État "de droit divin", protecteur, "chef d'orchestre" bienveillant de l'économie, d'autant plus bienveillant qu'il est puissant (dans les limites de l'hostilité au totalitarisme), est à peu près inconnue aux États-Unis, même si en principe libéralisme ne signifie pas anarchisme: aux États-Unis l'on fait appel à l'État pour imposer une loi commune, pour faire la police, pour réguler l'économie, et même à l'occasion pour rétablir les équilibres menacés et l'égalité des chances lorsqu'elle est compromise: ce fut le cas au moment du *New Deal* (pensez aussi à l'engagement de l'État fédéral en faveur des droits des Noirs dans les

¹ C'est pour cela qu'il n'a pas eu la même ampleur en Grande-Bretagne, la seule région d'Europe qui n'a pas connu la monarchie absolue.

années 1950 et 1960). Mais pour beaucoup d'Américains l'État est une simple superstructure, un prestataire de services dont le seul rôle légitime est d'assurer le libre épanouissement de la liberté des individus et l'égalité effective des chances. C'est un mal nécessaire, car l'anarchie maltraite les individus; mais trop d'État tue la liberté, et **beaucoup d'Américains ont tendance à considérer qu'il y a toujours trop d'État** (on l'appelle couramment "le Léviathan", "le Béhémoth", du nom de deux monstre bibliques; des formes plus ou moins radicales d'"anarchisme frontalier", hérités de la conquête de l'Ouest ou de sa mythologie, et peut-être plus lointainement de la révolte contre le colonisateur britannique, sont très ancrées dans la mentalité américaine)¹.

C'est pourquoi l'un des principes essentiels de la démocratie américaine, déjà souligné par Tocqueville qui y voyait le principal garant de l'égalité, est **la dilution du pouvoir et l'équilibre des contre-pouvoirs**: pas question de laisser se concentrer la puissance dans une seule ville ou dans les mains d'un seul homme, d'un seul corps politique, d'une seule classe ou d'un seul milieu, comme dans la France ou la Grande-Bretagne de 1914! Les contre-pouvoirs pouvaient être institutionnels (les États fédérés, les pouvoirs locaux, la séparation radicale des pouvoirs exécutif et législatif à l'échelon fédéral, la **Cour suprême** surtout qui peut, au nom des principes de la démocratie américaine, annuler une loi votée par les élus) ou non (les associations jouent un rôle essentiel en Amérique, tout comme les Églises, les *lobbies*, la presse — je viens d'évoquer les *muckrakers* des années 1900). L'aide sociale, en particulier, est du domaine de la communauté de proximité, mieux à même de connaître les besoins réels des individus, pas du Béhémoth fédéral — du moins, telle était la conception archi-dominante avant les années 1930.

Cela n'empêche pas que **la fonction et la figure présidentielles ont toujours été révérees aux États-Unis** (Washington et Lincoln font depuis toujours l'objet d'un véritable culte civique), mais c'est surtout me semble-t-il pour le **symbole d'unité nationale** qu'elle représente, pas pour les pouvoirs ni l'autorité que les Présidents exercent. C'est peut-être moins vrai aujourd'hui que le système politique américain s'est largement rééquilibré au bénéfice de Washington, et que les responsabilités du président sont devenues écrasantes en matière de politique extérieure; mais cette évolution a été sensible surtout à partir du *New Deal*: au XIXe siècle le Président avait peu de pouvoirs (sans doute Washington et Lincoln en ont-ils eu un peu plus à cause des guerres). La plupart des Présidents du XIXe siècle

¹ Abraham Lincoln a résumé la conception américaine de l'État comme suit: « Le but légitime du gouvernement de gens formant une communauté est de faire pour eux tout ce dont ils ont besoin mais qu'ils ne peuvent absolument pas faire, ou du moins pas aussi bien, en agissant individuellement. Pour tout ce que les gens peuvent faire individuellement ou eux-mêmes aussi bien, le gouvernement ne doit pas intervenir ».

ont été des figures passablement falotes, notamment après la fin de la guerre de sécession.

Même si la taille ce cours m'interdit d'aborder la vie politique et civique à l'échelon régional et local, ce qui serait d'ailleurs sans doute bien ennuyeux, n'oubliez jamais en tout cas que **la démocratie américaine a bien d'autres dimensions qu'institutionnelles** (et que fédérales)! Les institutions centrales de la démocratie américaine sont en crise à peu près permanente: déjà en 1914, on se plaignait de l'absentéisme massif, de la qualité douteuse du personnel politique, de l'absence de réel débat et des ravages du clientélisme — s'y est ajouté, au XXe siècle, le fléau de la politique-spectacle. Mais **la faiblesse des institutions de Washington contraste avec la vigueur persistante** (ou en tout cas régulièrement renaissante) **des formes non institutionnelles de la démocratie américaine**; On peut reprendre ici l'exemple des *muckrackers*: il annonçait dans une certaine mesure l'épisode du Watergate, par le rôle de bastion de la démocratie qu'y joua la presse face à des institutions paralysées. N'oubliez jamais non plus que l'ensemble, cahin-caha, continue à fonctionner, et que la démocratie américaine n'a jamais connu d'interruption comme en Italie, en Allemagne ou en France: même lorsqu'il y a eu des atteintes graves, comme au moment du maccarthysme, ces atteintes se sont révélées réversibles¹.

D) Une démocratie capitaliste?

Peut-on écrire que la démocratie américaine est intimement liée au capitalisme, que celui-ci fait partie de ses principes au même titre que la liberté et l'égalité des chances? Au premier abord, non: **la démocratie américaine n'est pas affaire d'économie** mais de valeurs (en tout cas, tel est le présupposé explicite de l'ensemble de ce cours²). L'Amérique n'a pas été fondée

¹ Pourquoi cette situation de crise permanente des institutions n'a-t-elle jamais abouti à leur remise en cause? Sans doute parce que les principes qui en forment la base [l'individualisme, la liberté, le suffrage] n'ont jamais été contestés massivement; aussi parce que les Américains ont un respect presque religieux pour leur constitution, "monument national" déjà centenaire en 1914.

² Je me refuse à faire des valeurs la conséquence plus ou moins mécanique des rapports économiques. Cela me paraît une vision de l'Histoire et du monde d'une rare pauvreté: nous vivons depuis deux siècles dans un monde où l'écrasante majorité des cadres du mouvement socialiste a été issue de la bourgeoisie, où les conflits les plus sanglants ont été de nature religieuse ou nationale et ont opposé deux camps qui regroupaient toutes les classes sociales, où une majorité d'ouvriers a toujours voté pour des partis réformistes ou conservateurs, en tout cas fort peu ouvriéristes, par exemple pour des raisons religieuses.

Est-ce de l'aliénation? Je déteste ce concept qui résout tout et n'explique rien (voyez à se propos le cours sur la Russie, au chapitre 1): poser qu'un ouvrier catholique qui vote à droite est aliéné, alors qu'un ouvrier qui devient socialiste au bout de vingt ans de propagande activiste et syndicale "acquiert une conscience de classe", me semble être tout simplement une tentative pour opérer une récupération partisane de l'Histoire. Les ouvriers ne sont pas catholiques ou nationalistes parce qu'on les y a obligés ni manipulés, mais parce qu'ils ont reçu de leur famille ou de leur milieu une foi, des croyances, des convictions, ou parce qu'ils se les ont forgées, parce que le catholicisme ou le

comme une entreprise mais comme un espace de liberté, en un temps où le capitalisme était inconnu; les soucis des fondateurs de l'Amérique n'étaient pas de nature économique. Le libéralisme économique américain est une *conséquence*, immédiate et évidente, du principe de liberté individuelle, non le contraire: **on n'a pas inventé la liberté pour justifier le capitalisme**. La *Weltanschauung* fondamentale des Américains, et de tous les libéraux, est que la liberté ne se divise pas, que l'activité économique est l'une des dimensions de la vie des hommes et qu'il n'y a pas de sens à imaginer un monde où règnerait la liberté en matière politique et de mœurs et pas en matière d'entreprise. Bien sûr une démocratie qui place l'idée de liberté au-dessus de celle d'égalité des conditions de vie peut difficilement, au fond, être autre chose qu'attachée à la libre entreprise. Il est malaisé de critiquer la libre entreprise au nom des valeurs de la démocratie américaine; autrement dit, poser la question du lien entre démocratie américaine et libre entreprise revient en réalité à souligner la différence entre la conception américaine et la conception européenne de l'égalité.

Mais **le capitalisme peut très bien être perçu comme un obstacle à la liberté**, à l'épanouissement personnel et économique des individus, au droit de chacun à la poursuite du bonheur; tout particulièrement lorsque les trusts étouffent le petit *business*. C'était justement une perception fort répandue aux États-Unis vers 1914... En fait, **le problème central est de savoir si** les deux mots que je viens d'employer, **capitalisme et liberté d'entreprise, sont équivalents**, ou si le capitalisme n'est pas une forme historique particulière de la liberté d'entreprise, voire une dérive: autrement dit, si Rockefeller et le petit garagiste du Kentucky appartiennent au même monde "capitaliste". Dans ses analyses sur le développement du capitalisme à l'époque moderne, le grand historien français Fernand Braudel posait qu'il faut distinguer "le marché" (l'échange, la loi de l'offre et de la demande) et "le capitalisme" (les grands groupes qui, de par leur taille, obéissent à d'autres logiques et se placent sur un plan tellement supérieur, au niveau de la puissance acquise, des moyens d'action, des influences, etc.,

nationalisme leur ont paru plus convaincants que les idéologies opposées; les hommes ne sont pas des machines menées par l'économie ni des imbéciles forcément manipulés par les puissants, mais des êtres complexes qui ont des goûts, des valeurs, des passions, des élans, des intérêts (aux deux sens du terme), etc. Nombreux sont les choix de vie anti-économiques ou contraires aux intérêts sociaux dominants: l'homme qui choisit la vie religieuse, ou le gauchiste d'origine bourgeoise qui choisit d'aller "s'établir" en usine ou sacrifie sa carrière professionnelle à la Révolution, font des choix incompréhensibles si l'on ne fait entrer en compte que les déterminations économiques ou les manipulations idéologiques.

Que chacun s'exprime et tente de convaincre les autres de la justesse de ses idées et de ses valeurs est un autre problème; que les puissants soient souvent les plus convaincants, c'est une évidence: mais sont-ils puissants parce qu'ils ont été convaincant, leur conviction est-elle l'instrument de leur puissance (c'est la thèse de l'alinéation), ou au contraire n'est-ce pas parce qu'ils sont puissants qu'ils sont convaincants? N'est-il pas naturel d'être convaincu par celui qui a réussi plutôt que par celui qui a échoué (et ce même si l'un a réussi pour de mauvaises raisons et l'autre échoué malgré ses bonnes intentions)? D'ailleurs, lorsque leur réussite n'est pas crédible, les puissants ne sont pas convaincants: les bolcheviks ne sont jamais arrivés à persuader les Soviétiques de la supériorité du communisme sur la démocratie, alors que tous les pouvoirs étaient entre leurs mains.

qu'ils obéissent à d'autres lois et méritent un traitement à part)¹. C'était un peu le point de vue des progressistes américains des années 1900².

Il me semble toutefois que c'est un point de vue minoritaire dans l'Histoire de l'Amérique. La plupart du temps, dans leur grande majorité les Américains sont partis du principe que les deux phénomènes sont du même ordre, que le monde de Rockefeller est bien le même que celui du garagiste du Kentucky, et donc que le capitalisme (et pas seulement la liberté d'entreprendre), s'il ne fait pas partie des principes de l'Amérique, en est le corollaire obligé; autrement dit, que les attaques contre le capitalisme sont des attaques contre la liberté d'entreprise, et même contre la liberté tout court. Les Américains sont hostiles aux excès des trusts, non aux trusts en eux-mêmes; les Rockefeller et les Morgan les fascinent, et c'est bien eux (ou Bill Gates aujourd'hui) qui sont leurs modèles rêvés, et non comme en France l'*aurea mediocritas* de la classe moyenne salariée, de préférence de l'État. Le point de vue que j'adopterai est que l'épisode progressiste, comme plus tard le *New Deal*, ont constitué des réponses circonstanciées à des situations d'urgence, que des entorses à la liberté d'entreprendre ont été acceptées dans l'urgence, mais afin de mieux la sauver à long terme; et que ces tentatives pour sauver la liberté d'entreprendre *incluaient* la grande entreprise. Beaucoup d'historiens pensent le contraire, et soutiennent que les deux Roosevelt, pour sauver l'Amérique, ont essayé de brider les trusts le plus possible faute d'avoir le pouvoir de les faire disparaître; il me semble au contraire qu'il n'y a jamais eu ni chez l'un, ni chez l'autre de projet de faire disparaître les Morgan et les Rockefeller, mais au contraire, en imposant des sacrifices à eux comme aux autres, de remettre en route une économie américaine où ils avaient leur place.

Doit-on alors écrire que la démocratie américaine est l'otage, la créature, etc., des grandes entreprises? C'est le thème de la puissance des oligopoles financiers, des lobbies du pétrole ou du complexe militaro-industriel... Il est bien évident qu'ils ont pesé dans certaines décisions du pouvoir politique, par exemple dans l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. Mais, et on touche là sans doute en partie à des problèmes de sensibilité personnelle, il me semble qu'il y a très peu de circonstances où ces pressions ont été prépondérantes, et où l'on peut par des seules pressions tel ou tel aspect, telle ou telle inflexion de la politique de l'Amérique; ne serait-ce que parce qu'**il y a bien d'autres forces aux États-Unis que l'entreprise**, à commencer par l'opinion, le système judiciaire, les institutions, et qu'il est caricatural de soutenir qu'elles sont entièrement et systématiquement manipulées par la grande entreprise: bien au contraire, il arrive

¹ On trouve des exemples de sociétés où il existe un "grand capitalisme" très puissant et prospère, mais sans aucun lien avec l'économie "ordinaire", avec le monde des petits producteurs agricoles et des artisans des villes. La civilisation islamo-arabe à son apogée (Xe-XIIIe siècle) en est un bon exemple, avec sa classe de marchands au long cours spécialisés dans le commerce des produits de luxe, dépourvus de tout enracinement dans la propriété terrienne, dans la production artisanale ou agricole. La distinction de Braudel s'y applique particulièrement bien.

² Cf aussi, plus haut, la perception française des trusts vers 1900.

qu'elles la fassent plier¹. **Enfin l'entreprise est loin d'être la seule chose à laquelle les Américains sont attachés**: l'Américain n'est pas un *homo economicus*! (voyez, plus bas, la réflexion sur le poids de la religion et de la morale dans la démocratie américaine).

La grande entreprise américaine, me semble-t-il, a dans l'ensemble respecté un système dont elle est une pièce majeure et qui a permis son essor: elle ne souhaite pas rompre, même à son profit, les équilibres de la société et de l'économie américaine, qui fonctionnent bien. Et puis il ne faut pas perdre de vue que les Rockefeller et les Morgan sont des Américains, qui partagent les valeurs de l'Amérique, celle entre autres de liberté, et pas des autocrates frustrés maniaquement obsédés par la concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains². Par ailleurs il me semble que si la démocratie américaine était confisquée par la grande entreprise il y aurait eu contestation massive de cette démocratie par les classes moyennes et par les travailleurs — il est vrai que c'était le cas dans une certaine mesure vers 1900, mais cette contestation n'est pas allé très loin; la même remarque vaut pour les années 1930. Il n'y jamais eu en Amérique ni social-démocratie puissante, ni droite hostile à la grande entreprise (ni aucun courant de type gaullien, c'est-à-dire étatiste modéré, ni de type corporatiste).

Il n'est évidemment pas obligatoire d'être d'accord avec ce qui précède. Vous avez le droit de penser que l'adhésion des classes moyennes américaines, et d'une grande partie des travailleurs de l'industrie, au modèle capitaliste d'organisation de la société, est en partie ou en totalité le résultat d'une violence ou d'un "bourrage de crâne" (ou encore d'un "bourrage de portefeuille": on peut soutenir que la paix

¹ En ce début du XXI^e siècle, on le voit bien par l'exemple des multinationales du tabac, qui sont sur la défensive face à une vague de procès derrière lesquels aucun intérêt économique n'est décelable.

² Il y a, dans la perception des grands capitalistes américains comme un groupe fermé, tirant secrètement les ficelles du monde et tentant avidement d'accumuler pouvoirs et richesses, plus qu'un écho de fantasmes qui, outre qu'ils sont réducteurs (il est trop simple de réduire la complexité du monde et ses problèmes aux effets de la malice d'un bouc émissaire), rappellent fortement les délires du "complot juif" au XIX^e et au début du XX^e siècle. Je vous rappelle d'ailleurs que l'une des racines de l'antisémitisme est l'anticapitalisme, la haine de l'argent-roi... Sur ce thème, voyez entre autres le cours sur la France, chapitre 5.

L'Amérique est si diverse, les forces en présence sont si complexes, les intérêts si variés et si imbriqués (et les "puissants" si empêtrés dans cette diversité, les interactions, les effets pervers et les chocs en retour), les centres de pouvoir si nombreux et en situation d'équilibre si instable, qu'il me semble réducteur d'isoler un acteur ou un groupe d'acteurs et d'affirmer qu'il(s) mène(nt) l'Amérique; l'Amérique est un très grand vaisseau mal contrôlé, le seul contrôle plus ou moins continu se fait (plus ou moins bien, c'est un autre problème) au niveau du respect des valeurs et à celui du respect de l'ordre public et de la loi. Que savait la grande entreprise américaine des années 1950 (cette personnalisation pose déjà problème) de l'évolution des modes de vie et des mentalités, que son propre succès a pourtant provoqués? N'est-ce pas faire de l'Histoire à reculons, confondre les causes et les effets que d'affirmer que Johnson & Johnson a provoqué l'évolution des pratiques hygiéniques des Américains dans son propre intérêt (qu'elles les ait vus venir et exploités est déjà bien assez), qu'Hollywood et l'industrie du disque et du concert ont prévu la récupération et l'industrialisation de la contre-culture des années 1960 (d'où, par ailleurs, l'on risque à nouveau de glisser à l'idée qu'elle l'a provoquée), que Disney avait prévu et planifié le succès mondial de certain rongeur cathodique, que l'explosion de l'informatique correspond à une stratégie de Bill Gates? L'informatique se développe parce que les hommes demandent de la communication, et cette demande existait bien avant la naissance de Bill Gates, lorsque le premier homme préhistorique a commandé le premier canot taillé dans un tronc au premier ancêtre de Bill Gates. Celui-ci apporte des solutions nouvelles: il réagit, à son profit évidemment, mais il ne mène pas la danse.

sociale américaine a été achetée par la prospérité, ce qui d'ailleurs n'est pas forcément scandaleux). Mais gare aux excès: il ne faut pas réduire l'Histoire à des manipulations et à des complots, surtout dans une société aussi complexe, ouverte et pluraliste que la société américaine (voyez la note précédente). Vous avez le droit d'apprécier autrement que moi le poids des puissances de l'économie dans la vie politique et dans la prise de décisions cruciales pour l'Amérique, et de contester la prééminence que je donne souvent aux valeurs sur les intérêts: dans ce cas il vous faut introduire dans votre réflexion la dimension capitaliste de la démocratie américaine, à savoir la place particulière qu'y occupe la très grande entreprise. Mais gare à ne pas verser dans le confort de la caricature.

E) Une démocratie imprégnée de religion.

Il s'agit d'une dimension tout à fait originale de la démocratie américaine, absente non seulement en France mais même dans toute l'Europe — les Empires catholiques ou orthodoxes d'Europe orientale n'étaient pas des démocraties, et si le monarque britannique est à la tête de l'Église anglicane, il y avait belle lurette en 1914 qu'il avait cessé de gouverner et que ses premiers ministres ne dirigeaient plus le pays au nom de principes religieux. Aux États-Unis en revanche, la trace demeure profonde du rôle primordial que les dissidents religieux ont joué dans la fondation des colonies britanniques d'Amérique du nord. Fondée par des "Pèlerins", **l'Amérique fut d'abord une Cité de Dieu.** Il existe encore aujourd'hui des communautés, le plus souvent rurales et complètement refermées sur elles-mêmes, qui tentent de vivre selon des préceptes exclusivement religieux (est-ce si différent des phalanstères et autres communautés utopiques évoquées plus haut en note?): parmi ces communautés, les mennonites et les fameux amishs de Pennsylvanie, qui, venus d'Allemagne entre 1720 et 1780 vivre leur foi en paix sur des terres vierges de péché et hors de portée des princes oppresseurs, se sont arrêtés au XVIIIe siècle: ils n'utilisent ni véhicules à moteur, ni électricité, certains ont même conservé le dialecte bas-allemand de leurs origines. Au total ils seraient environ trois cent mille; les vieux-Amish, les plus radicaux, étaient quatre-vingt cinq mille en 1979. Dans un registre à peine moins extrémiste, il faut évoquer aussi les mormons — Salt Lake City, capitale de l'Utah, a été fondée comme capitale de cette communauté.

Plus tard le projet commun des Américains a évolué, mais dans la continuité. **Le libéralisme** des Pères Fondateurs **s'est ancré dans l'individualisme protestant** (la religion protestante met l'accent sur l'idée de rapport direct de l'individu à la Divinité, et sur la libre interprétation du message divin par les individus; plus particulièrement les variétés de

protestantisme les plus puissantes en Amérique, qui se sont définies en opposition aux prétentions autoritaires de la religion anglicane, l'"Église établie" comme disent les Américains). **L'Amérique ne s'est pas bâtie en s'opposant aux valeurs religieuses**, comme la France révolutionnaire et républicaine: il n'y a eu aucune rupture du type de celles de 1790-1795 et de 1905 en France! **Le projet américain s'est toujours présenté comme l'accomplissement de ces valeurs**.

Encore aujourd'hui **la démocratie américaine n'a rien de laïc**; en revanche les **valeurs religieuses et morales** du protestantisme y jouent un rôle essentiel — c'était encore plus vrai en 1914: l'indifférence religieuse était alors à peu près inconnue (elle demeure bien moins répandue qu'en Europe: aujourd'hui 95% des Américains déclarent croire en Dieu contre 50% à 60% des Français) et les autres confessions, le catholicisme notamment, n'étaient encore que des religions d'immigrés, peu influentes — les États-Unis ont eu dans toute leur Histoire un seul président non protestant, le catholique Kennedy¹. Au début du XXe siècle les politiciens se référaient en permanence à la Bible; l'emprise de la paroisse sur la vie des Américains était très forte, sauf dans les grandes villes. La devise du pays est toujours *In God we trust*; on prête serment sur la Bible (ou d'autres livres sacrés) dans des lieux publics, notamment dans les tribunaux. La prière civique que les écoliers et les collégiens disent en chœur chaque matin contient une référence à Dieu:

« *I pledge allegiance to the flag of the United States of America. One nation under God with liberty and justice for all* ».

De ce fait, en Amérique il y a toujours en principe des valeurs au-dessus de la liberté, de l'égalité et du culte de l'individu: valeurs religieuses, valeurs morales — ce qui complique le tableau, c'est que l'individualisme en fait partie, de ces valeurs. Au XXe siècle, la société américaine s'est quand même passablement sécularisée, mais la droite religieuse restait encore très puissante en 1980, et parfaitement intégrée au système politique! Cette année-là, elle contribua puissamment à la victoire de Ronald Reagan sur Jimmy Carter — président libéral mais baptiste militant, ce qui montre que **l'empreinte religieuse n'est pas présente qu'à droite** de l'échiquier politique, loin de là: j'y ai déjà fait allusion en évoquant le mouvement progressiste.

Le paradoxe de l'Histoire de l'Amérique au XXe siècle, c'est que cette empreinte religieuse très forte en est venue à coexister avec un très grand laxisme en matière de mœurs et une très grande diversité, acceptés au nom des valeurs d'individualisme et de liberté, qui appartiennent au fond protestant. Dès les années 1920, cette contradiction s'est traduite par des contrastes spectaculaires: les grandes villes

¹ Ronald Reagan, d'origine irlandaise, est un catholique converti au protestantisme.

connurent une explosion libertaire au moment même où le "procès du singe" avait lieu dans le Tennessee. Alors comme aujourd'hui, c'est la coexistence de ces deux Amériques à des années-lumières l'une de l'autre qui est sidérante, d'autant plus qu'elle est finalement assez pacifique: l'Amérique n'est pas l'Espagne — il est vrai que le protestantisme n'est pas le catholicisme non plus! Les homosexuels de San Francisco et les télévangélistes du Wyoming ne s'aiment pas, mais ils n'ont jamais envisagé de s'exterminer mutuellement car ils partagent ces valeurs fondamentales dont dérive leur diversité: l'individualisme, le culte de la liberté.

C'est à cette prégnance des valeurs morales qu'il faut rattacher les **crises d'hystérie moralisatrice** qui secouent régulièrement l'Amérique (mais dont aucune n'a débouché sur la remise en cause du principe de liberté: la droite religieuse américaine n'est pas formée d'ayatollahs, mais de protestants qui jamais ne perdent de vue l'individu au profit du pouvoir). C'est à elle aussi¹ que l'on doit la très forte pression du groupe, le très fort conformisme d'une certaine "Amérique profonde", qui choque tant les Français qui s'installent aux États-Unis, tout étonnés de se retrouver, à leur avis, plus individualistes que les Américains!

F) Une démocratie excluante.

Bien entendu, tout ce qui précède relève largement du domaine du mythe, de l'autoreprésentation; en particulier dans la mesure où **les valeurs évoquées dans les précédents paragraphes n'ont jamais été appliquées à toute l'humanité**, ni même à tous les habitants de l'Amérique. Ces restrictions feront l'objet des paragraphes suivants.

En réalité, le territoire qui est devenu celui de l'Amérique a une longue Histoire, même si cette Histoire a laissé peu de traces matérielles (et si les sciences sociales reines de la pensée américaine au XXe siècle, la sociologie et l'anthropologie, ont nié cette historicité au profit d'une fixité mythique des sociétés "primitives", tenues pour "ahistoriques"); en tout cas il n'était pas vide lorsque les Américains sont arrivés, et tous les Américains ne sont pas venus en Amérique de leur plein gré; tous ne partagent pas les valeurs et les croyances de l'Amérique. L'Amérique n'a pas été faite pour tous les habitants des États-Unis. **Les Indiens, les Noirs ont été exclus** du projet américain, de la cité américaine (exclusion qui pour les Indiens a débouché sur une expulsion, une élimination physique dans certains cas); certains ont même été tentés de les

¹ Jointe sans doute à d'autres dérivées de l'idée de liberté et de jeu démocratique: la tendance à penser que majorité a toujours raison, que les valeurs majoritaires sont bonnes parce qu'elles sont majoritaires.

exclure du genre humain — la religion, encore elle, a limité la portée de ce genre d'excès. Quant à **l'immigration**, elle a mis du temps à être pensée et acceptée en profondeur...

C'est sans doute pour cela que les **Noirs** ont été aussi difficiles à intégrer, même après l'abolition de l'esclavage: ce sont des Américains qui n'ont pas choisi de vivre sur le sol de l'Amérique, qui ne sont pas venus pour partager ses valeurs, mais pour travailler au service des Blancs. Leur seule présence met en évidence la faille majeure des principes américains: ce sont des principes universels qui n'ont pas été appliqués à tous. Comment peut-on être libéral et raciste? L'Amérique y arrive très bien, c'est l'une de ses taches — mais il ne faut pas minorer l'importance de la conscience de ce scandale, elle n'a fait que grandir depuis les débuts du mouvement abolitionniste dans la première moitié du XIXe siècle, ni les moyens mis en œuvre pour le faire cesser. L'Amérique n'est pas l'Afrique du sud: elle a connu la ségrégation, mais elle ne l'a jamais théorisée (en tout cas pas au niveau fédéral, au niveau de tout le pays), et une partie d'entre elle s'est progressivement attelée à la rude tâche de lutter contre: cette lutte a été essentiellement un combat pour mettre la pratique sociale et politique (marquée par l'esclavage, puis l'exclusion des Noirs du suffrage et de l'ascension sociale) en accord avec les principes.

Quelle était **la situation concrète des Noirs américains en 1914**? Ils étaient neuf millions; 90% d'entre eux vivaient encore dans le sud, mais l'exil vers les grandes métropoles du nord avait commencé. Le racisme à leur égard était général: c'était un temps où un Blanc ne serrait jamais la main d'un Noir, ne l'appelait jamais "Monsieur". Les représentations de l'époque faisaient du Noir, dans le meilleur des cas un doux imbécile sans cervelle dominé par les sensations et les plaisirs, incapable de travailler, de se projeter dans l'avenir et de progresser; dans le pire des cas un voleur, un assassin et surtout un violeur, demi-animal aux pulsions incontrôlées dont la virilité excédait et menaçait celle de l'homme blanc, et obsédé par la chair de la femme blanche. Le métissage était l'autre grand fantasme: il ne pouvait aboutir qu'à un effondrement de la "race américaine".

Même si ce fut en 1901, grâce à Roosevelt, que pour la première fois un Noir fut officiellement invité à la Maison Blanche, **les progressistes n'avaient pas fait grand-chose pour eux**. Inquiets avant tout d'ajuster la démocratie américaine à la civilisation industrielle, ils se souciaient peu du sort du sud agricole en retard, et des Noirs en particulier; par ailleurs les progressistes du sud étaient fort racistes, tout comme les travailleurs qualifiés et les immigrants européens qui formaient leur base sociale dans les grandes villes où les Noirs commençaient à être nombreux. Le fait que les Noirs acceptaient des salaires très inférieurs, et étaient parfois employés comme briseurs de grèves, n'arrangeait rien. L'A.F.L., qui au départ s'était prononcée contre la ségrégation, acceptait dans ses rangs depuis 1900 des syndicats interdits aux Noirs...

Dans les États du sud, Roosevelt et Wilson avaient capitulé devant la montée des législations racistes, phénomène sensible depuis 1890 environ. Après la guerre de Sécession, la **ségrégation** des Noirs s'était mise en place; une génération plus tard, elle s'était institutionnalisée (à l'échelon des comtés et des États, pas à l'échelon fédéral): c'était ce qu'on appelait les **lois "Jim Crow"**¹. Noirs et Blancs avaient des restaurants, bus, wagons, hôtels, écoles, magasins, plages, etc... séparés (il y avait aussi des Églises noires, dénominations distinctes issues par scission des principales Églises). Aux tribunaux les Noirs prêtaient serment sur des Bibles à eux réservées... Diverses clauses électorales visaient à les priver du droit de vote, par exemple en exigeant qu'un grand-père ait été inscrit sur les listes d'électeurs, ou en exigeant le vote d'un impôt spécial (*poll-tax*), ou en excluant les analphabètes du suffrage. De nombreux États prohibaient les mariages interracialisés. Le monde du sport était tout aussi raciste: un boxeur noir, Jack Johnson, fut écarté du championnat par un artifice juridique à la fin des années 1900, et à partir de cette date la boxe devint un sport exclusivement blanc². La Cour suprême avait confirmé la constitutionnalité de la ségrégation en 1896, moyennant l'exigence d'une "égalité de traitement entre les races" qui resta des plus théoriques³. Police et justice étaient exclusivement blanches; les **lynchages** étaient monnaie courante (d'après les statistiques policières, forcément sous-évaluées, il y en eut cent six en 1900, quatre-vingt-neuf en 1908); les **émeutes** anti-noires aussi.

Dans un premier temps les Noirs accueillirent cette régression avec résignation; certains de leurs porte-paroles, comme Booker T. Washington (1856-1915), un ancien esclave devenu directeur d'un collège technique, soutenaient qu'il leur faudrait accéder à des emplois manuels qualifiés et à la propriété de la terre (la plupart des Noirs étaient métayers), puis s'instruire, avant de pouvoir prétendre jouer un rôle politique: bref, il faudrait beaucoup de patience, et surtout ne pas heurter les Blancs mais au contraire désarmer leur hostilité. B. T. Washington refusait même de réclamer l'égalité raciale. Cependant avant-guerre un début de mouvement revendicatif apparut autour de **William Edward Burghardt (W.E.B.) DuBois** (1868-1963), un mulâtre⁴ du Massachussets: docteur en philosophie à Harvard, il avait également fait des études à Berlin et enseigna dans des universités de Pennsylvanie et d'Atlanta à partir de 1897. Prototype de l'intellectuel contestataire, il fonda en 1909 la **N.A.A.C.P.** (*National Association for the*

¹ Du nom du personnage d'une chanson populaire des années 1830, un soldat de couleur; puis "Jim Crow" devint, dans les spectacles ambulants, la caricature du mode de vie des Noirs. *Crow* veut dire "corneille".

² Il fallut attendre les années 1930 pour assister à l'ascension d'un autre boxeur noir, Joe Louis; pour le baseball, il fallut attendre 1947 pour qu'un joueur noir fût admis en première division.

³ S'agissait-il d'un début d'officialisation de la ségrégation, voie de théorisation contrairement à ce que j'ai soutenu plus haut? Je ne crois pas: la Cour suprême rend des décisions jurisprudentielles sur des cas précis, elle n'énonce pas de principes. Par ailleurs cette décision demeura isolée, il n'y eut pas constitution d'un corpus idéologique d'État comme dans l'Afrique du sud de l'*Apartheid* (1948-1990).

⁴ Donc, en Amérique, un Noir (plus exactement, selon les termes officiels, un *coloured*): selon une image biologiquement approximative, mais courante et significative, en Amérique "une goutte de sang noir dans un océan de sang blanc" fait un Noir.

Advancement of Colored People), une association qui rassemblait écrivains, professeurs, juges, personnalités religieuses, etc., parmi lesquels de nombreux Blancs (DuBois était le seul Noir de la direction) et qui militait contre la ségrégation. Elle se lança dans une série de procès, dont certains furent des succès (en 1917, à Louisville, la ségrégation par quartiers fut reconnue anticonstitutionnelle). En 1911, il apparut aussi une *National Urban League*, qui se donnait pour but d'aider les nouveaux arrivants à s'adapter en milieu urbain. Une presse noire commença à se développer.

Le cas des **Indiens** a longtemps été plus facile à gérer que celui des Noirs, du fait du caractère marginal de leur habitat et de leur faible nombre: ils étaient environ deux cent cinquante mille au début du XXe siècle; ce nombre n'avait cessé de diminuer, et l'on pensait que ces populations primitives et inadaptées disparaîtraient promptement (en fait, la tendance démographique comença précisément à s'inverser vers 1910). C'était aussi à cause de la notion de "nations" indiennes, distinctes de la nation américaine; les rapports entre ces "nations" et les États-Unis étaient en principe réglés par la voie diplomatique (notamment par le biais de traités, même si bien sûr ils n'ont pas souvent été respectés)¹. En revanche il n'y a pas de "nation noire", quoiqu'en aient eu les *Black Panthers* dans les années 1960: le Noir, ancien instrument de travail du Blanc, le Noir qui vit parmi les Blancs et n'a pas de territoire propre, ne peut être exclu de la nation américaine — les quelques efforts faits pour rapatrier d'anciens esclaves en Afrique au XIXe siècle, qui ont abouti notamment à la création du Libéria en 1847, n'ont pas eu de suite. Cela dit, depuis la grande vague indigéniste de la seconde moitié du XXe siècle, les Indiens sont, encore plus sans doute que les Noirs, au cœur de ce sentiment de culpabilité historique si répandu et si profond aujourd'hui en Amérique; ce sont les années 1960 qui forment la vraie coupure historique.

La tentation de l'exclusion ne **touchait** pas seulement les Noirs et les Indiens, mais **aussi une partie des immigrants européens** (et aussi asiatiques). Or ils étaient de plus en plus nombreux.

Durant les vingt dernières années du XIXe siècle et les vingt premières du XXe, le nouveau monde (pas seulement les États-Unis) avait été le théâtre d'un gigantesque mouvement de population: cinquante millions de personnes quittèrent l'Europe pauvre aux paysanneries pléthoriques, aux industries embryonnaires et aux régimes politiques archaïques et répressifs

¹ Les guerres indiennes avaient pris fin en 1890. Le dernier épisode en fut le massacre de Wounded Knee, où au moins cent cinquante Sioux furent liquidés par un détachement du septième régiment de cavalerie, auquel avaient appartenu le général Custer et ses hommes, tués en 1876 à Little Big Horn.

pour les vastes espaces et les opportunités de l'Amérique (et, secondairement, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du sud). Pour les États-Unis, ce mouvement aurait concerné **entre vingt-cinq et trente millions de personnes de 1880 à 1920**, avec d'impressionnants soldes nets (c'est-à-dire une fois défalqués ceux, entre le tiers et la moitié, qui repartaient au bout de quelques mois, par découragement ou tout simplement parce que c'étaient des travailleurs saisonniers): huit cent quatre-vingt mille immigrants définitifs par an en moyenne dans les années 1900 (neuf millions au total entre 1900 et 1910), un pic de un million deux cent quatre-vingt mille en 1907... Ils débarquaient à **Ellis Island**, un îlot de la baie de New York aménagé pour les premières formalités et la quarantaine, à proximité duquel, depuis 1886, s'élevait la statue de la Liberté. **Jusque vers 1890 cette immigration était venue essentiellement de l'Europe du nord-ouest**: il s'agissait de populations anglophones ou germanophones, majoritairement protestantes (sauf les Irlandais), donc proches culturellement des Américains de vieille souche. Mais depuis, ces courants s'étaient taris avec l'industrialisation de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, et **les immigrants venaient de plus en plus de l'Europe latine** (notamment d'Italie) **et slave** (notamment de Russie).

L'idéologie dominante avant 1914, à l'époque de la grande immigration (voyez plus bas), **était celle du *melting pot*** — l'expression a été popularisée par une pièce d'Israël Zangwill (1864-1926), jouée à New York en 1908, dont c'était le titre. L'Amérique était censée faire des Américains de tous ceux qui venaient à elle avec l'envie de partager ses valeurs... Mais **certains déjà la remettaient en cause**: tous les Européens venaient-ils vraiment sur le nouveau monde pour prendre part à la construction de la cité américaine? Les nouveaux venus étaient catholiques, orthodoxes ou juifs; ils étaient d'autres "races", selon les catégories de pensée communes à l'époque¹; ils avaient toujours vécu sous des régimes autoritaires et partageaient,

¹ J'ignore comment elles s'exprimaient en 1914. Au début des années 1920, un certain Madison Grant, dans un livre à succès, *Le déclin de la grande race*, reprit les distinctions du Français Georges Vacher de Lapouge (1854-1936) entre trois strates ethniques européennes: aux Nordiques, race entrepreneuriale et aristocratique (qui n'étaient autres que les Aryens de la pensée raciste allemande et française du XIXe siècle), s'opposaient les Méditerranéens, race croisée avec « une race négroïde plus ancienne » (Grant), et les Alpines, d'origine orientale, « noirs, courts, lourds » (Vacher), particulièrement dangereux du fait de leurs hautes capacités reproductives. Pour Grant les Slaves étaient des Alpines typiques; il fallait donc à tout prix les empêcher d'émigrer et de se mêler aux Nordiques américains. C'était également dans Vacher de Lapouge que l'on trouvait la justification de l'eugénisme, qui fit des ravages aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres (voyez plus bas dans ce même chapitre): Vacher était le théoricien de la sélection des meilleurs sur la base des aptitudes raciales.

Ces idées ont disparu; cependant, aux États-Unis, une autre classification raciale est encore courante, y compris dans les documents officiels (aux recensements on demande aux gens de donner leur "race"! Et les partisans de l'*affirmative action* s'opposent à la suppression de cette question...). Elle distingue les "Caucasiens", les Noirs et les "Mongoloïdes". Si aujourd'hui l'emploi de ces mots n'est pas censé impliquer une hiérarchie, et si le premier et le troisième sont le plus souvent ressentis comme des équivalents "politiquement corrects" de "Blancs" et "Jaunes", il n'en reste pas moins que cette classification est à l'origine celle de Paul Broca (1824-1880), un autre théoricien français de la hiérarchie des races, qu'il chercha à fonder sur des données scientifiques irréfutables (l'angle facial, censé permettre de mesurer la divergence d'avec les grands singes anthropoïdes, divergence évidemment maximale dans les populations blanches; la contenance du crâne). Sur tous ces thèmes, voyez le cours sur la France, au chapitre 10.

disait-on, d'autres valeurs, une conception très différente de la vie sociale et de l'organisation de l'économie. Et tout cela se voyait: les "quartiers ethniques" étaient de plus en plus nombreux, de plus en plus exotiques, et, pour certains, de plus en plus homogènes. Tous ces gens allaient-ils pouvoir faire de bons Américains, la face de l'Amérique n'allait-elle pas changer si on les laissait continuer à venir en masse?

Déjà, dans les années 1900, le rejet de l'immigrant prenait à l'occasion **une coloration franchement raciste**. En témoigne cet extrait d'un discours d'un congressiste, dans les années 1900:

« Dans chaque visage quelque chose semble clocher — lippes épaisses, bouche grossière, lèvre supérieure trop longue, mâchoires trop hautes, menton malformé, nez à la base tordue ou à l'arête creuse, quand ce n'est pas toute la face prognathe ».

Ces fantasmes pouvaient prendre un tour pathologique. En 1991, Michel Houellebecq a exhumé une description du Lower East Side, un quartier d'immigration « italo-sémitico-mongoloïde » à New York, par H.P. Lovecraft (1890-1937), qui date d'environ 1925. Le texte laisse pantois et fait réfléchir à ce qu'un démagogue du genre Hitler aurait pu, dans une démocratie moins solide, exploiter:

« Les choses organiques qui hantent cet affreux cloaque ne sauraient, même en se torturant l'imagination, être qualifiées d'humaines. C'étaient de monstrueuses et nébuleuses esquisses du pitécanthrope et de l'amibe, vaguement modelées dans quelque limon puant et visqueux résultant de la corruption de la terre, rampant et suintant dans et sur les rues crasseuses, entrant et sortant des fenêtres et des portes d'une façon qui ne faisait penser à rien d'autre qu'à des vers envahissants, ou à des choses peu agréables issues des profondeurs de la mer. Ces choses — ou la substance dégénérée en fermentation gélatineuse dont elles étaient composées — avaient l'air de suinter, de s'infiltrer et de couler à travers les crevasses béantes de ces horribles maisons, et j'ai pensé à un alignement de cuves cyclopéennes et malsaines, pleines jusqu'à déborder d'ignominies gangrénées, sur le point de se déverser pour inonder le monde entier dans un cataclysme lépreux de pourriture à demi liquide.

De ce cauchemar d'infection malsaine, je n'ai pu emporter le souvenir d'aucun visage vivant. Le grotesque individuel se perdait dans cette dévastation collective; ce qui ne laissait sur la rétine que les larges et fantomatiques linéaments de l'âme morbide de la désintégration et de la décadence... un masque jaune ricanant avec des ichors¹ acides, collants, suintant des yeux, des oreilles, du nez, de la bouche, sortant de tous ces points avec un bouillonnement anormal de monstrueux et incroyables ulcères... ».

Jusqu'à la guerre ces fantasmes racistes ne firent l'objet d'aucune exploitation politique à grande échelle. Mais les conservateurs et les puritains accusaient les étrangers d'immoralité et d'ivrognerie; les progressistes soulignaient l'ampleur des problèmes sociaux qu'ils posaient à

¹ Un ichor est un écoulement de pus sanguinolent.

l'Amérique (les taudis, l'alcoolisme, un recul en matière d'hygiène); et le mouvement ouvrier, notamment l'A.F.L., était hostile à cette main-d'œuvre non syndiquée, prête à accepter n'importe quel travail, qui exerçait une pression à la baisse sur les salaires et servait à l'occasion de briseurs de grèves, comme les Noirs: ce n'étaient pas de véritables ouvriers mais des paysans mal dégrossis, le monde du travail n'éprouvait aucune solidarité à leur égard. C'avait été avant tout pour ces raisons "sociales", le racisme ne venant qu'en second, que **l'immigration chinoise avait été stoppée dès 1882**, et l'immigration japonaise pratiquement interdite en 1908.

À plusieurs reprises au XXe siècle, il y a eu radicalisation de cette dimension excluante de la construction américaine: l'idée a gagné du terrain que **les valeurs de l'Amérique, loin d'être universelles, sont celles d'un groupe humain particulier** (les protestants d'Europe du nord ou W.A.S.P., en gros) et que d'autres groupes humains sont ontologiquement incapables de les intégrer; des mesures excluantes ont été effectivement prises. Ce fut surtout au moment de la montée du Ku Klux Klan et du vote des lois des quotas dans les années 1920, mais aussi de la "concentration" des *Nisei* en 1941. Tout ceci était en totale contradiction avec le caractère universel des valeurs américaines, avec le caractère fondamentalement religieux du projet américain (le christianisme n'exclut personne de la Cité), et aussi avec l'adhésion très forte des immigrants aux valeurs américaines. Ces épisodes lamentables, sur lesquels j'insisterai, ne forment quand même pas l'essentiel de l'Histoire de l'Amérique, société multicolore, particulièrement tolérante et à celui et à cela qui vient d'ailleurs; et les mentalités ont spectaculairement évolué au cours du XXe siècle dans les domaines que je viens d'évoquer, même si bien sûr la situation est encore loin d'être parfaite.

G) Une démocratie isolationniste?

Une autre dimension de la démocratie américaine est la spécificité de sa relation à l'extérieur. Pour beaucoup d'analystes européens, **le rapport de l'Amérique au reste du monde est fondamentalement un rapport d'isolement** (pas forcément d'hostilité, même si l'Amérique a pu dériver de l'un à l'autre dans les années 1920 et de nouveau au début des années 1950, c'est-à-dire lorsque le vieux monde lui a semblé menaçant). Cela me semble exact, mais d'un point de vue européen: cette notion d'isolationnisme américain concerne essentiellement les rapports transatlantiques — avec le reste du continent américain comme avec l'Asie, il n'y a jamais eu d'isolationnisme.

L'Amérique a été bâtie sur un continent vierge (ou censé l'être) par des gens qui fuyaient l'Europe; elle s'est toujours perçue comme radicalement distincte de ce continent où les pesanteurs historiques et sociales rendaient difficile la mise en application radicale des valeurs démocratiques. En particulier, elle n'est pas une nation au sens centre-européen du terme: c'est l'adhésion à des valeurs qui définit l'appartenance à la cité américaine, non un ensemble de références historiques, une culture ni une langue — l'Amérique n'a jamais eu de langue officielle et n'en a toujours pas, l'anglais n'est que la langue d'usage de l'administration. Comme **les États-Unis** se sont contruits en rejet des États européens et des nations européennes, comme ils n'ont de frontières avec aucun pays européen¹, et comme ils ont accueilli des immigrants de provenances très diverses, ils **ne se perçoivent pas comme un pays de culture européenne parmi d'autres**, mais comme quelque chose d'opposé, à l'intérieur de l'Occident, à l'Europe prise comme un ensemble. Depuis longtemps, les Américains divisent le monde en deux "hémisphères", selon les longitudes et non selon les latitudes: l'occidental, dont ils occupent le centre, et l'autre; ou entre "vieux" et "nouveau" monde. De ce fait, **l'Amérique a toujours été assez hostile à l'idée de concert des nations** au sens que lui donnaient les Européens vers 1914, et cette hostilité n'a fait qu'augmenter depuis qu'au milieu du XIXe siècle l'Europe a commencé à se partager le monde, ce que les États-Unis, ancienne colonie émancipée dans la douleur, n'ont jamais accepté.

Surtout, l'Amérique est une "cité" construite sur ses valeurs propres, des valeurs certes universelles mais que les Américains ont toujours prétendu faire vivre pour eux-mêmes, non pour l'ensemble de l'humanité: la Révolution américaine n'a rien eu d'universel. Ceci, à vrai dire, est assez ambigu: la fierté d'avoir été des précurseurs, des modèles, aboutit facilement au rêve d'un monde remodelé sur le modèle de l'Amérique. Déjà, Washington écrivait à la Fayette: « nous avons jeté une semence de liberté et d'union qui germera peu à peu dans toute la Terre. Les États-Unis seront le législateur de toute nationalité ». Mais si l'on y regarde de près, cette déclaration n'a rien d'interventionniste: il ne s'agissait pas d'imposer les valeurs de l'Amérique à l'étranger, Washington exprimait seulement l'évidence que l'exemple de l'Amérique serait suivi un jour par le monde entier, que l'Amérique était l'avenir du monde — j'ai déjà évoqué les conséquences architecturales de ce type de mentalité². En attendant ce beau jour les Américains, me semble-t-il, ont eu le plus souvent tendance à penser que dans la mesure où leur société est parfaite et leur démocratie idéale, mais où le monde extérieur (et notamment l'Europe) s'obstine dans ses erreurs et ses imperfections, ceux qui veulent vivre en démocratie n'ont qu'à émigrer en

¹ Sauf l'Espagne, par l'intermédiaire du Mexique, et la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire du Canada jusqu'à leur indépendance; mais celle du Mexique date de 1819, et dès le XIXe siècle le Canada jouissait d'une autonomie presque absolue.

² Le film *Independence day* illustre bien cette mentalité. Il s'achève sur la proclamation du Quatre juillet comme fête mondiale, dans l'enthousiasme général...

Amérique. L'Amérique vit ses valeurs, les autres pays (notamment les Européens) se débrouillent, leurs mécontents n'ont qu'à devenir des Américains.

De ce fait **la démocratie américaine n'est pas en elle-même un article d'exportation**, contrairement à la démocratie française (exportée dans toute l'Europe par les armées révolutionnaires et napoléoniennes à partir de 1795) ou au communisme soviétique. Le mépris pour l'Europe "décadente" ou "réactionnaire" n'a jamais débouché sur le moindre prosélytisme, sur la moindre volonté de reconquête et de républicanisation de la métropole britannique par exemple. Les États-Unis n'ont même jamais réellement cherché à former des disciples à l'étranger (ils en ont eu quand même, en Amérique Latine notamment au moment des indépendances, mais sans avoir rien fait pour cela — et en 1914 c'était fini, les modèles dominants au sud du Rio Grande étaient le positivisme français du point de vue des doctrines politiques et l'Allemagne bismarkienne pour l'organisation concrète de l'État).

Évidemment votre programme commence avec Wilson, un Président à qui l'idée d'une mission universelle des États-Unis (« rendre le monde sûr pour la démocratie ») ne déplaisait pas, et qui eut l'occasion de tenter de l'appliquer en Europe en 1918-1919; il inclut la guerre froide, que l'on traite souvent comme une croisade américaine pour la démocratie et le capitalisme. Faut-il donc considérer qu'il y a eu une inflexion majeure au moment de la première guerre mondiale, et même que les États-Unis ont toujours rêvé d'imposer au monde entier leur modèle (politique, social, économique) et qu'ils l'ont fait dès qu'ils l'ont pu (socialement et économiquement, durant tout le XXe siècle; politiquement, essentiellement depuis 1941, après un premier essai avorté au lendemain du premier conflit mondial)?

Ce me semble une erreur de perspective. D'abord, au XXe siècle les États-Unis n'ont pas *imposé* un mode de vie ni un type d'organisation économique. Le capitalisme existe en Europe depuis aussi longtemps que dans le nouveau monde; ce sont la taille et la force de l'Amérique, et l'affaiblissement de l'Europe après 1918 et surtout après 1945, qui ont assuré sa prééminence à la première, et pas une politique systématique d'abaissement du vieux monde. Quant au mode de vie américain, il s'est imposé tout seul, de par son attractivité¹.

¹ On peut discuter à l'infini sur ce point, citer par exemple les accords Blum-Byrne de 1946, qui donnèrent un régime privilégié aux films américains en France en échange de crédits pour la reconstruction. Gare, encore une fois, au fantasme du complot: on ne peut expliquer l'attrait du Coca-Cola par des images subliminales diffusées à la télévision, et parmi les pays les plus fanatiques de cette boisson figurent ceux d'Europe centrale et orientale où toute publicité pour les produits américains a été proscrite durant cinquante ans. Il y a eu des coups de pouce, de la publicité pour l'Amérique; il y a eu aussi beaucoup de publicité *contre* l'Amérique, en France notamment. Si les "consommateurs" de modèles culturels ont plébiscité l'Amérique, il me semble que c'est essentiellement parce que c'est un modèle extrêmement attractif — que ce fait soit enthousiasmant ou consternant est un autre débat.

Par ailleurs Wilson est assez isolé parmi les présidents américains, et ses vellétés d'intervention en Europe lui ont coûté cher (voyez au chapitre 2); quant à la guerre froide, elle a été imposée aux États-Unis par l'agressivité stalinienne¹. Même si au XXe siècle l'Amérique, toujours moralisatrice, s'est faite volontiers donneuse de leçons (de démocratie entre autres), elle a rarement eu des prétentions à exporter sa conception de la démocratie². Parfois elle s'est repliée sur elle-même, comme dans les années 1920 et 1930 (c'était largement un retour aux pratiques dominantes au XIXe siècle); au mieux elle s'est contentée de la défense des démocraties européennes existantes, dans leur imperfection (comme entre 1941 et 1989 face à l'U.R.S.S.); surtout, elle a souvent soutenu, voire suscité des régimes qui n'étaient absolument pas démocratiques, comme en Amérique latine dans les années 1950 à 1970. Même en étant très très anticommuniste, on ne voit pas très bien ce que la défense de la démocratie venait faire dans le soutien apporté aux Pinochet et aux Batista: il me semble qu'on était là en pleine *Realpolitik* à court terme³.

Ce n'est que dans les années 1960 que l'idée s'est développée en Amérique qu'une politique extérieure contradictoire avec les valeurs américaines avait pour effet de miner ces valeurs, y compris à l'intérieur. Autrement dit, ce n'est qu'à cette époque que l'Amérique a accepté de penser son rapport au monde en y articulant l'idéologie à la notion de "concert des nations", renouvelée par les deux guerres mondiales et la guerre froide. Il avait fallu pour cela plusieurs chocs: celui de l'entrée en guerre, puis les désillusions et les inquiétudes de la première après-guerre (la subversion allait-elle envahir le nouveau monde?), puis le rôle de leader du "monde libre" que Washington fut bien obligée d'assumer à partir de 1941 dans un monde où les conflits se globalisaient de plus en plus. Ce fut cette globalisation des conflits, avec l'explosion des médias et le développement d'une civilisation de l'information, qui obligea les Américains à prendre conscience qu'ils n'étaient pas seuls à la tête de leur hémisphère, qu'ils ne pouvaient plus être seuls: **au XXe siècle, le monde a**

¹ Voyez le chapitre 5 et le cours sur la Russie, au chapitre 6.

² Sauf en 1918-1919, et aussi dans les dix dernières années de la guerre froide, lorsque les États-Unis commencèrent à "faire le ménage" parmi les moins présentables de leurs alliés dans le tiers monde, exigeant notamment le retour à la démocratie des pays latino-américains, à la grande surprise des dictateurs locaux dont la plupart avait été installés au pouvoir par Washington dans les années 1960 et 1970. C'était pour des raisons de propagande: face à l'URSS, l'« Empire du mal » (Ronald Reagan) dont l'image en matière de droits de l'homme se dégradait à grande vitesse, mais qui demeurerait attractive pour certains secteurs des opinions publiques du tiers monde, il fallait présenter une image plus aimable du bloc occidental — et, vue la perte de dynamisme des extrême-gauches locales, c'était désormais possible. Sur le fond, il me semble donc qu'il s'agit essentiellement de *Realpolitik*, non d'un intérêt idéologique profond; certains analystes sont d'un avis contraire, notamment à la lumière des récentes tentatives (2003) de réorganisation politique du Proche-Orient.

³ Si vous considérez que le capitalisme fait partie des valeurs de l'Amérique, vous pouvez soutenir que la défense de la démocratie a cédé la place à la défense du capitalisme dans le courant du XXe siècle — on qu'elle lui a toujours été subordonnée. Je me place ici dans le cadre conceptuel défini plus haut: pour moi, il n'y a pas en Amérique de distinction entre liberté politique et liberté économique.

rattrapé l'Amérique, s'est imposé à elle dans sa complexité, et du coup, peu à peu, la relation a changé: les États-Unis ont dû apprendre à être « une démocratie qui est en même temps un Empire » (Octavio Paz); d'autant que cet État qui s'est constitué en rejet du colonialisme européen, et lui a toujours été hostile, a "inventé" au XXe siècle d'autres formes d'impérialisme qui touchent le monde entier et qu'aucune frontière n'arrête¹.

Le rapport spécifique à l'Amérique latine et à l'Asie orientale est différent. On écrit souvent que les États-Unis se sont toujours perçus comme un **pays sans voisins**: autour de l'Amérique, il y a des déserts et des océans, ou alors des "sauvages" dont les terres sont à disposition pour leur mise en valeur. Ce n'est qu'à moitié vrai: dans son essai *La puissance et la faiblesse*, paru en 2003, Robert Kagan insiste sur l'idée qu'au début de leur Histoire les États-Unis se sentaient menacés, par leur ancienne métropole et par les Empires coloniaux encore bien implantés sur le continent américain (d'où la doctrine (de) Monroe: voyez plus bas). Et puis il y a l'idéologie de la "**destinée manifeste**" par laquelle, dès le XIXe siècle, les États-Unis se sentaient appelés à s'étendre des rives de l'Atlantique à celles du Pacifique, puis à devenir la puissance dominante des Caraïbes et du Pacifique... En 1848, au traité de Guadalupe Hidalgo, les États-Unis annexèrent la moitié du Mexique. Dès les années 1880, sans y être poussés par des agressions, ils se dotèrent d'une marine puissante, laquelle, en 1898, leur permit de s'emparer, par une guerre d'agression, de positions très fortes dans les Caraïbes et le Pacifique occidental (voyez aussi la partie suivante) — bref, la relation des États-Unis à ces régions n'est pas idéologique non plus, mais elle est faite de tout sauf d'indifférence. Ils y sont intervenus sans arrêt— mais pour s'emparer de territoires "vierges" à exploiter, pour protéger leurs intérêts économiques ou pour s'assurer de points d'appui sur les principales routes maritimes.

Au total, on peut conclure que sur le principe, **les relations des États-Unis avec l'extérieur** ne sont pas de type idéologique, n'obéissent pas au souci de promouvoir des valeurs: elles **obéissent aux règles de la Realpolitik la plus classique**; il arrive que le caractère très idéologique de la démocratie américaine "transpire" plus ou moins, en quelque sorte, dans le domaine des relations internationales; mais c'est une situation toujours réversible. Jusqu'en 1918, la *Realpolitik* poussait l'Amérique à se tenir le plus à l'écart possible du concert des nations européennes, et à n'intervenir que dans les régions concernées par la "destinée manifeste"; **depuis 1918, la même Realpolitik a poussé Washington à intervenir de plus en plus dans les affaires du monde**, avec cependant des poussées récurrentes d'isolationnisme.

¹ Cela dit, il demeure aujourd'hui plus que des traces de la situation antérieure: on reste parfois pantois devant l'ignorance dont les Américains moyens font preuve envers le monde extérieur ("Combien d'heures de bus pour Paris?" "De quel État la France est-elle limitrophe?").

II) La puissance américaine à la veille de la grande guerre.

A) La puissance intérieure.

À la veille de leur entrée dans le premier conflit mondial, **les États-Unis avaient déjà atteint le rang de grande puissance économique mondiale**, même si d'Europe on s'en rendait encore mal compte. Cela remontait aux années 1890. En 1914 ils produisaient 55% de charbon de plus que la Grande-Bretagne; ils produisaient plus de fonte et d'acier que l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France réunis; ils étaient le premier producteur mondial de pétrole. Ils étaient surtout le premier producteur mondial de produits manufacturés: ils fabriquaient notamment plus de véhicules à moteur que le reste du monde. Le revenu national américain était très supérieur à celui des autres pays industrialisés: en 1914 il était de trois cent quatre vingt dollars par habitant, contre deux cent cinquante en Grande-Bretagne et cent cinquante en France... En fait, **les États-Unis**, pays-continent, **étaient en train de dépasser l'Europe dans son ensemble**. On a calculé que, sans les effets de la guerre, cela eût été chose faite en 1925: la domination de l'Europe sur le monde était en passe de prendre fin, *avant* le grand cataclysme. À cause de la guerre, ce fut le cas dès 1919.

Les **problèmes** les plus aigus que les États-Unis avaient eu à affronter avaient été résolus. D'abord celui de l'unité nationale et de la cohérence du projet économique et social: depuis la victoire du Nord dans la guerre de sécession en 1864, il n'y avait plus de contestation du cadre politique et du modèle de développement de l'Amérique (en particulier, les institutions ne furent plus jamais remises en cause, ce qui fut un facteur essentiel de stabilité et donc de prospérité). Ensuite celui des distances et du contrôle de l'espace: il fut résolu par le peuplement de l'Ouest et le confinement des Indiens dans des réserves (la Frontière fut officiellement fermée en 1890: après l'ouverture à la colonisation du territoire indien de l'Oklahoma en 1889, il n'y avait plus de grands espaces à mettre en valeur) et par la construction de quelque quatre cent mille kilomètres de voies ferrées (ce chiffre est celui de 1914 — la première ligne de chemin de fer transcontinentale avait été inaugurée en 1867).

Depuis la fin de la guerre de sécession (en 1865), les États-Unis avaient été en mesure d'exploiter leurs nombreux **atouts**: des terres propices à l'agriculture, notamment dans les grandes plaines; des ressources naturelles abondantes; l'absence de contraintes sociales et géographiques insurmontables (malgré les Rocheuses et le lancinant problème noir); l'absence de menace extérieure (l'Amérique était quand même pratiquement une île d'un point de vue géopolitique: le Canada était sous-peuplé et pacifique, le Mexique trop faible pour venger

l'affront de 1848, et la frontière américano-mexicaine traversait une série de déserts); un énorme afflux de capitaux étrangers, britanniques notamment, attirés par communauté de langue, la stabilité politique et de nombreuses opportunités; un marché intérieur important (les États-Unis avaient quatre-vingt dix-huit millions d'habitants en 1914, c'est-à-dire plus de deux fois plus que la France) et en croissance très rapide du fait de l'immigration.

L'**agriculture** était beaucoup plus productive qu'en Europe, car elle bénéficiait de terres neuves sur des climats tempérés, d'une pression démographique faible (en même temps, du fait de l'immigration la main-d'œuvre ne manquait pas) et qu'elle était très mécanisée, au moins dans le nord-est et dans les grandes plaines: dans ces régions les agriculteurs étaient bien plus ouverts aux règles de l'économie et aux innovations techniques, bien moins repliés sur eux-mêmes, bien plus "entrepreneurs" dans leur mentalité que les paysans d'Europe — c'était une autre affaire dans l'Ouest et surtout dans le sud des Appalaches, où survivait une paysannerie pauvre, archaïque et méprisée (on les appelait les *rednecks*, les ploucs). Mais cette agriculture très moderne fut en proie à la surproduction dès les années 1890, en fait dès que les grandes plaines furent pleinement mises en exploitation (c'était aussi à cause de la montée du protectionnisme en Europe). Les paysans s'endettaient pour se mécaniser, poussés par la hausse des prix, et tombaient sous la dépendance des banques.

Ces difficultés se traduisirent sur le plan politique par la *crise populiste*, marquée par l'apparition en 1890 d'un tiers parti, le parti populiste ou parti du Peuple, qui faillit bouleverser le bipartisme traditionnel en 1892-1894, puis parvint à imposer son programme au candidat démocrate à la présidentielle de 1896 — laquelle finalement fut remportée par le candidat républicain. Le populisme échoua en grande partie par incapacité à se rallier les villes du nord-est et surtout les ouvriers, pourtant eux-même en pleine phase d'organisation et de contestation du système (voyez plus haut).

L'**industrie** américaine, qui représentait plus de 50% du P.N.B. depuis la fin des années 1890, était efficace, même quand les entreprises étaient de très grande taille: en 1901 la firme Carnegie produisait plus d'acier que toute la Grande-Bretagne! L'un des pionniers de ce gigantisme des entreprises américaines, ce fut bien sûr John D. Rockefeller, dont la *Standard Oil* occupait de loin la première place dans l'industrie pétrolière. Mais la concentration extrême dans certaines branches commençait à poser des problèmes politiques: la naissance du trust sidérurgique U.S. Steel en 1901 avait provoqué de nombreuses inquiétudes; comme nous l'avons vu, la lutte contre les trusts était un point essentiel du programme des progressistes.

Sur le plan technologique les grandes firmes américaines (Singer, Du Pont de Nemours, Bell, Standard Oil) soutenaient la comparaison avec leurs homologues d'Europe ou les dépassaient. Les méthodes d'organisation de la production commençaient à changer: les

premières expérimentations de l'ingénieur Frédérick Winslow **Taylor** (1856-1915) datent de 1900, et la première chaîne de montage mobile (l'ouvrier restait fixe devant la machine) avait été inaugurée aux usines Ford en 1913. La fameuse **Fort T** avait été lancée en 1907, avec à l'origine des chaînes de montage fixes; l'engin était d'une robustesse à toute épreuve, ce qui contrastait avec les joujoux à usage surtout sportif des générations précédentes; en revanche les clients pouvaient demander "n'importe quelle couleur, pourvu que ce fût le noir" (une révolution: à l'époque la plupart des automobiles étaient carrossées sur mesure!). Les ouvriers de Ford étaient particulièrement bien payés, cinq dollars par jour pour des journées de huit heures de travail seulement.

Un mode de vie nouveau était également en train d'apparaître aux États-Unis. Les villes abritaient déjà 40% de la population en 1900. Les premiers **gratte-ciels** étaient apparus à Chicago à la fin des années 1880 — pour prendre conscience de la nouveauté radicale que représentait ce nouveau type de paysage urbain, lisez ou relisez le célèbre passage de la découverte de New York dans le *Voyage au bout de la nuit*¹. L'industrie du **cinéma** était déjà puissante: 1915 est la date de l'un des premiers succès de Charlie Chaplin, *Le vagabond*, et de *Naissance d'une nation* de David W. Griffith. Hollywood était en train de dépasser New York comme centre de cette industrie. Les premiers **sports** de masse étaient en train d'apparaître: c'était une rupture par rapport au puritanisme du XIXe siècle, hostile à toutes les formes de jeu — mais qui se préparait depuis au moins cinquante ans dans les *public schools* et les prestigieuses universités de l'aristocratie britannique, et qu'avait préparée aussi le souci montant de l'hygiène, du corps, de la santé dans toute la société américaine (les Américains de la Belle Époque ont inventé entre autres le lavabo — à une époque où l'Europe ne connaissait que le broc sur une table —, la douche, le dentifrice). Parmi ces premiers sports de masse figuraient notamment la boxe et le baseball, dont les premiers championnats nationaux eurent lieu en 1901. Le nombre de clubs de baseball décupla entre 1900 et 1918; ils étaient organisés sur le mode capitaliste, les propriétaires étaient des hommes riches et fort soucieux de la rentabilité de leurs investissements. L'avant-guerre fut enfin l'époque des premiers **loisirs** de masse: ainsi Coney Island devint un lieu de villégiature en vogue parmi les New-Yorkais, avec en bordure de mer un hôtel affectant la forme d'un éléphant, et de nombreux parcs d'attractions.

B) Une influence extérieure croissante.

¹ Le roman de Céline date de 1931, mais l'épisode américain est censé se placer en 1917, date approximative du premier voyage de Céline en Amérique.

L'influence économique des États-Unis sur le reste du monde était en train de grandir; l'Amérique avait (et a toujours) cet avantage décisif que pour des raisons de taille et de dynamisme du marché interne, le commerce extérieur est moins important pour son économie que pour celle des pays d'Europe, et donc qu'à flux commerciaux équivalents les États-Unis influencent plus qu'ils ne sont influencés (du reste, en 1914 le marché intérieur américain était protégé de la concurrence européenne par un protectionnisme sévère, que les mesures prises par Wilson lors de son premier mandat n'avaient fait qu'adoucir). Les exportations américaines avaient été multipliées par sept entre 1860 et 1914. Exportateurs de denrées agricoles depuis longtemps (de coton depuis le début du XIXe siècle; mais de plus en plus dans les années 1900, c'étaient le blé, la farine, la viande des grandes plaines qui comptaient), les États-Unis étaient aussi devenus pour l'Europe un pourvoyeur essentiel de machines agricoles, de machines-outils, d'équipements électriques, etc. Les produits manufacturés comptaient pour 35% des exportations américaines en 1914, un chiffre encore relativement faible; il passa à 52% en 1920.

Comme la balance commerciale avec l'Europe était fortement excédentaire, l'or affluait aux États-Unis: cet afflux se conjugait à l'énorme flux d'investissements directs en provenance d'Europe qui venaient se placer dans l'industrie, les services publics, les transports, les banques et les assurances américaines. De ce fait, les États-Unis possédaient déjà un tiers du stock d'or mondial en 1914, même s'ils n'en faisaient pas grand-chose, car le cœur de la finance mondiale battait encore dans la City londonienne, et la structure financière des États-Unis restait des plus archaïques malgré la puissance des empires de Morgan et de Rockefeller: jusqu'en 1912, les États-Unis n'avaient pas de banque centrale; il n'y avait pas de grandes banques nationales à succursales multiples qui couvrirent l'ensemble du territoire — l'opinion publique ne voulait pas entendre parler de concentrations dans ce secteur.

Pourtant les aléas de l'économie américaine étaient déjà ressentis dans le monde développé tout entier. En 1907, un krach bancaire aux États-Unis eut de graves répercussions à Londres, à Amsterdam et à Hambourg... En revanche, les États-Unis investissaient encore peu à l'extérieur: en 1914 ils ne contribuaient qu'à hauteur de 6,3% aux mouvements internationaux de capitaux. Pourtant, les implantations directes de firmes américaines à l'étranger étaient déjà nombreuses dans des secteurs stratégiques comme le pétrole; dès les années 1900 un certain nombre de grandes entreprises américaines avaient commencé à s'installer en Europe, notamment Westinghouse, un fabricant de matériel électrique. Dans les Antilles et en Amérique centrale des capitaux américains exploitaient des bananeraies, des plantations de canne à sucre ou de tabac.

En Europe, l'influence politique de Washington était nulle. Si les États-Unis consentaient à prendre part à certaines conférences internationales, c'était uniquement à celles qui

touchaient au droit des mers, comme celle de Berlin en 1884 (où ils jouèrent un rôle très modeste), ou celle d'Algésiras en 1906, cruciale pour les problèmes d'accès à la Méditerranée. Ils **avaient refusé de s'engager dans le système des alliances** sur ce continent où ils n'avaient pas d'intérêts vitaux: ils se contentaient de dominer leur hémisphère.

En revanche, dans cet hémisphère ils s'étaient taillés une sphère d'influence qui commençait à être rondelette, même si sur les cartes l'Empire américain ne s'étalait pas avec l'arrogance des Empires français ou britannique: l'Amérique était hostile au colonialisme. C'était d'abord pour des raisons économiques: il fallait maintenir les marchés extérieurs ouverts aux produits de l'industrie américaine, et pour cela faire pression, si nécessaire, sur les gouvernements locaux — mieux valait qu'ils ne fussent point soumis à Paris ni à Londres. C'était aussi pour des raisons stratégiques: la route maritime de la côte atlantique à la côte pacifique des États-Unis passe par le bassin des Caraïbes, et le Mississippi débouche au fond du golfe du Mexique. En revanche il ne s'agissait pas, comme en Europe, d'une course au prestige mesuré par l'ampleur des territoires contrôlés — encore moins d'une croisade morale pour la régénération et l'éducation des peuples en retard. Les Américains avaient un sentiment fort aigu de la **supériorité économique, sociale et morale de l'Amérique** libre, vertueuse et entrepreneur sur l'Europe décadente et à plus forte raison sur les "sauvages"; à l'heure du darwinisme social, il était banal d'affirmer que les Anglo-Saxons étaient de tous les peuples le plus apte à s'adapter aux progrès de l'ère moderne. En attendant, beaucoup pensaient que si les États-Unis avaient une "mission", c'était de protéger et de faire progresser l'ordre au bénéfice de leurs entrepreneurs, pour le bénéfice de leur prospérité intérieure; et non d'implanter la liberté et la démocratie dans les pays "retardés", même si un certain discours progressisto-paternaliste était apparu vers 1898 — personne n'y avait vraiment cru.

Les États-Unis entendaient bien maîtriser leur propre zone d'influence à l'heure où les puissances européennes se partageaient le monde; que cette influence pût être de nature seulement économique, ce qui évitait les servitudes et les reniements moraux d'une colonisation en bonne et due forme, voilà ce qu'ils avaient été les premiers à comprendre. Il s'agissait en particulier de tenir les Européens à l'écart du continent américain, selon la fameuse "**doctrine (de) Monroe**"¹, formulée dès 1823 et que l'on résume souvent par la formule: "l'Europe aux Européens, l'Amérique aux Américains". C'est une formule qu'il faut comprendre au départ dans un sens politique et antiimpérialiste: en 1823, les Espagnols tentaient encore de reprendre leurs colonies d'Amérique, qui s'étaient soulevées pour la deuxième fois entre 1819 et 1821; ils avaient encore des corps expéditionnaires au Callao, le port de Lima au Pérou, au Chili et à Cuba. Ce fut à la fin du XIXe siècle que la doctrine (de) Monroe acquit un sens économique, les

¹ Monroe est le nom de Président américain de l'époque.. "Doctrine Monroe" est la traduction courante, mais c'est un anglicisme hâtif: on attendrait plutôt "doctrine de Monroe".

pays développés s'étant lancés dans la course aux marchés extérieurs (en particulier, la concurrence entre Britanniques et Américains faisait rage en Argentine). Ce fut Théodore **Roosevelt** qui ajouta un "**corollaire**" de son cru à la doctrine (de) Monroe en déclarant en 1904: « dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine (de) Monroe peut les forcer, bien qu'à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice ou d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international ».

Le nom de Teddy Roosevelt est resté attaché aussi à une formule restée célèbre (prononcée en 1903 à propos de l'Amérique centrale): « il y a un vieil adage qui dit: parlez doucement et portez un **gros bâton**, vous irez loin ». On voit que le progressisme de Roosevelt, son souci de réduire les inégalités et de promouvoir la justice, s'arrêtait aux frontières.

Enfin, j'y ai déjà fait allusion, le sentiment était largement partagé qu'une fois fermée la Frontière, achevé le grand mouvement qui, en deux siècles, avait porté les colons des Appalaches au Pacifique, un "**destin manifeste**" attendait les États-Unis sur l'autre rive du Pacifique dans le prolongement de la marche vers l'Ouest.

Ce fut avec la **guerre de 1898** contre l'Espagne, qui leur permit de s'emparer de l'essentiel de l'Empire colonial de la puissance vaincue, que les États-Unis entamèrent réellement leur expansion impérialiste; la première guerre mondiale, en neutralisant les Européens, leur permit d'arrondir leurs domaines. Cette expansion américaine eut lieu dans deux régions du monde: les Caraïbes et le Pacifique.

Dans les **Caraïbes**, à la suite de la victoire de 1898 les États-Unis avaient annexé **Puerto-Rico**¹ et fait de Cuba un protectorat, sous occupation américaine intermittente jusqu'aux années 1920. Si **Cuba** ne fut pas formellement annexée, c'était qu'elle s'était soulevée contre les Espagnols en 1895 et que ce soulèvement indépendantiste avait servi de prétexte à l'intervention américaine, mais en 1901 l'amendement Platt, intégré à la constitution cubaine, donna le droit aux États-Unis d'intervenir militairement même sans autorisation du gouvernement cubain, et une base navale à Guantánamo (ils l'ont toujours).

¹ En 1900, Puerto Rico devint un *unincorporated territory*, administré par le ministère de la Guerre jusqu'en 1934, puis par l'Intérieur. En 1917 les Portoricains reçurent la citoyenneté américaine sans droit de vote aux élections fédérales (mais avec le droit de s'installer sur le continent). En 1952 l'île est devenue un *commonwealth*, avec un gouverneur nommé par le Congrès, un Sénat local et un représentant au Congrès, mais toujours sans droit de vote aux élections fédérales. En 1967, puis à nouveau en 1993, les Portoricains, à de courtes majorités, ont voté pour le *statu quo*, refusant que Porto Rico, comme on écrit bizarrement en anglais, devienne le cinquante et unième État américain (cela représenterait pour eux plus de poids dans les institutions, mais aussi une perte d'autonomie). Washington, du reste, n'est guère enthousiaste pour laisser entrer dans la Fédération un État hispanophone. Seuls 4% des Portoricains ont voté pour l'indépendance en 1993. (Source: Raymond Carr, *Puerto Rico: a colonial experiment*).

En 1903, les États-Unis appuyèrent la sécession de **Panamá**, territoire colombien fatigué des guerres civiles; au milieu du territoire du micro-État ainsi constitué, ils se firent céder pour quatre-vingt dix-neuf ans une zone de douze kilomètres de large au milieu de laquelle ils creusèrent un canal interocéanique, inauguré en 1914; ils y maintenaient des troupes, rapidement spécialisées dans les interventions en zone tropicale (ce fut dans la "zone du canal" que furent formées, dans les années 1950, les troupes d'élite pour la guerre du Vietnam). En 1909, le **Nicaragua** était occupé par les troupes américaines qui renversèrent le gouvernement en place; elles restèrent jusqu'en 1922. En 1914, sous la présidence de l'"idéaliste" Wilson, ce fut le tour de **Saint-Domingue**, et en 1915 de **Haïti**; en 1914 aussi, les *marines* débarquèrent à Veracruz (au Mexique) pour protéger les gisements pétroliers de l'anarchie révolutionnaire. Effrayés par la taille du pays et l'ampleur du désordre, ils ne restèrent pas¹. Enfin, en 1917 les États-Unis achetèrent au Danemark ses (maigrichonnes) colonies antillaises. La mer des Caraïbes et le golfe du Mexique étaient devenus "**un lac américain**". Ce fut à cette époque aussi que le Honduras et quelques autres pays gagnèrent le sobriquet de "républiques bananières", à cause des investissements massifs qu'y avait fait l'*United Fruit Company*, le principal trust agroalimentaire de l'époque, qui devient vite un État dans l'État².

En **Asie**, la tradition d'interventionnisme était ancienne: ce fut une escadre américaine, commandée par le commodore Perry, qui en faisant une démonstration de force devant Edo, la future Tôkyô, en 1853, força le Japon à s'ouvrir au commerce européen et américain. En 1898, les Américains mirent la main sur les Philippines et les îles de Micronésie, anciennes colonies espagnoles; Hawaii³, annexée le même année, servait de pont entre l'Amérique et cet ensemble de possessions qui faisaient du Pacifique nord un second lac américain (par ailleurs, les États-Unis avaient acheté l'Alaska à la Russie en 1867). Le but, c'était évidemment de se rapprocher de l'immense continent asiatique, et aussi des détroits qui permettent de passer dans l'océan indien. En Chine, les États-Unis luttèrent pour maintenir "la porte ouverte" à leurs produits, c'est-à-dire pour empêcher un partage du vieil Empire moribond entre les puissances coloniales européennes — partage sérieusement envisagé vers 1900, juste avant que la révolte des Boxers ne mît fin à ces rêves. Avec la doctrine de la "porte ouverte", on voyait apparaître les prémices

¹ Mais ils finirent par arbitrer entre les différentes factions qui se déchiraient en fournissant des armes aux plus présentables à leur goût, Venustiano Carranza et de ses alliés, qui l'emportèrent en 1917 et finirent par fonder le régime du P.R.I., parti fondé en 1929, unique jusqu'aux années 1960 et qui demeura au pouvoir jusqu'en 2000. La Révolution mexicaine, qui avait éclaté en 1910, avait inquiété les Américains. En fait, on la comprit très mal, même dans les milieux socialistes. C'était une révolution paysanne et en partie indienne; or en 1914, dans les représentations dominantes de la gauche, c'étaient les ouvriers qui étaient investis d'une mission pour l'avenir de l'humanité: les indigènes, populations "en retard" condamnées par la marche du progrès, ne faisaient encore rêver personne! Le mythe mondial de Zapata et de Pancho Villa est né bien plus tard, d'abord aux États-Unis (grâce à des écrivains, à des journalistes et à des cinéastes); il fut l'une des premières manifestations du grand retournement des attitudes des Occidentaux envers les "indigènes", qui s'est fait à peu près à l'époque de la décolonisation en Europe et du mouvement des droits civiques en Amérique, c'est-à-dire dans les années 1950 et 1960.

² Voyez Gabriel García Márquez, *Cent ans de solitude*.

³ Et non Hawaiï... en principe.

d'**une idéologie impérialiste sans colonialisme**, axée non sur la diffusion d'une religion, d'une idéologie ou d'une civilisation, mais sur le contrôle du commerce mondial, sur la libre pénétration des intérêts américains dans le monde entier.

Pour gérer cet ensemble de possessions et de protectorats, les États-Unis s'étaient dotés d'une **flotte** puissante, qui en 1914 absorbait 20% des dépenses fédérales: à cette date la marine américaine était la troisième du monde derrière la marine britannique et la marine allemande. L'infanterie de marine américaine (les fameux *marines*) était efficace et redoutée. En revanche, l'**armée de terre** restait de taille plus que modeste (soixante-quinze mille hommes), inférieure en effectifs à celle de la Bulgarie, et fort méprisée: professionnelle, elle recueillait essentiellement des ratés, des chômeurs.